

VINCENT BLOCH  
*Doctorant en sociologie*  
EHESS

# LE RÔLE DE LA TERREUR DANS LA GENESE D'UN POUVOIR TOTALITAIRE A CUBA

La naissance et la longévité du régime dirigé depuis 1959 par Fidel Castro ne sauraient se comprendre sans s'interroger sur les différentes logiques qui permettent à la société cubaine de fonctionner comme un tout. A cet égard, les témoignages d'anciens prisonniers politiques aujourd'hui en exil<sup>1</sup>, le détail des abus perpétrés au sein des institutions pénitentiaires<sup>2</sup>, ou les descriptions de l'univers coercitif au quotidien<sup>3</sup>, attestent du rôle central d'une terreur multiforme, dont la présence n'a jamais cessé de se faire sentir. Pourtant, le rôle, la magnitude et finalement l'origine de cette terreur, restent l'objet de questions relatives au fonctionnement de la société cubaine. Ces questions ont trait à la façon dont diverses formes de violence et de contraintes fluctuantes ont contribué à la mise en place du régime castriste, et participent de la perpétuation de son pouvoir.

L'investissement affectif et l'engagement politique aux côtés de « la Révolution cubaine » ont maintenu de nombreux observateurs dans une sourde indifférence face aux témoignages des victimes de la « violence révolutionnaire », tandis que d'autres commentateurs y ont puisé l'essentiel des sources leur permettant de dépeindre « le mal communiste ». La façon dont « la terreur » a été incorporée dans les études consacrées au régime cubain en sciences sociales témoigne, elle, d'un « embarras analytique », lié à l'importance accordée à cette terreur en tant qu'instrument de pouvoir du régime. En soulignant son ampleur, les uns ont attribué au régime de Fidel Castro une nature fondamentalement répressive, voire totalitaire, tandis qu'en insistant sur le « projet révolutionnaire », les autres l'ont replacée dans le contexte d'une confrontation originelle entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires. Dans cette perspective, volontiers ramenée à un affrontement de classes, ces derniers<sup>4</sup> ont mis l'accent sur l'adhésion de la population à « la Révolution », ce que la « normalisation du régime », le « consensus » et l'apaisement de la « lutte contre l'ennemi » seraient venus corroborer après 1970.

Mais on retrouve également cet « embarras analytique » au cœur même des interprétations du régime inspirées des théories du totalitarisme, qui attribuent une fonction centrale à la terreur, la répression ou la coercition. L'enjeu de telles explications consiste à mettre en lumière le lien entre les intentions de Fidel Castro, les motifs idéologiques du régime, la logique des rapports de forces entre les différentes composantes ralliées au nouveau pouvoir, et le poids des circonstances, de l'affrontement armé avec les opposants et de l'hostilité des Etats-Unis. Aussi la question porte-t-elle sur la nature même de cette terreur et sur les formes de la contrainte exercée par le régime. En s'inspirant des théories de Hannah Arendt, beaucoup ont associé la terreur des années 1960 à « l'édification » de « l'homme nouveau » et donc à un modelage de la société à partir de la volonté révolutionnaire du leader et de l'idéologie communiste. Considérant dans un premier temps que le régime castriste devait être qualifié de totalitaire, puisqu'il réunissait les signes systémiques du « modèle général » définis par C. Friederich et Z. Brzezinski – parti unique dirigé par un leader charismatique, idéologie officielle, monopole des moyens de communication et de combat, contrôle policier terroriste et contrôle centralisé de l'économie –, ils ont, à partir de 1970, interprété de différentes manières sa dimension répressive. A cette date, le régime rompt avec l'immédiateté de son utopie révolutionnaire. L'avancée vers le monopole économique total de l'Etat est renvoyée à un « avenir » meilleur et à des « conditions » plus propices, et « l'accomplissement » de la société révolutionnaire est subordonné à une ligne politique incertaine qui, sous l'égide de Fidel Castro, connaît dès lors des revirements perpétuels. Le recours à une terreur massive laisse place à des embardées répressives, alors que les citoyens ont intégré les contraintes légales et idéologiques au cœur de leur comportement quotidien. Dès cette époque, et plus encore depuis l'adoption au début des années 1990 de réformes économiques et institutionnelles, de nombreux auteurs ont redéfini la dictature de Fidel Castro en privilégiant les concepts « d'autoritarisme », de « sultanisme » ou encore de « post-totalitarisme charismatique précoce », quand ils ne se sont pas engagés dans une réflexion sur les thèmes liés aux « transitions à la démocratie ».

L'ambiguïté du régime castriste, dans sa permanence et ses phases distinctes, est à l'image d'une terreur dont la logique échappe à une conception statique du totalitarisme, alors même que cette logique éclaire à la fois la dynamique interne d'un tel concept et les condensations qu'il opère. Une réflexion sur l'existence d'un système de terreur à Cuba ne doit pas se limiter aux motifs invoqués par Fidel Castro et par les hauts dirigeants, ni à leur volonté de domination dans ce qu'elle comporte d'agissant, mais plutôt s'intéresser à la portée et à l'ancrage social d'un tel système dans sa mise en place et son évolution. Contre les thèses qui, en imbriquant dans une histoire longue passion révolutionnaire, légitimité de la violence et revendications populaires, donnent un cours inéluctable à la Révolution de 1959 et à sa radicalisation ultérieure, l'un des objets de cet article sera de montrer que le système de terreur mis en place entre 1959 et 1961 condense des éléments disjoints. L'ancrage social du régime castriste s'inscrit dans une rencontre entre les techniques de domination mises en œuvre par le pouvoir et les convergences stratégiques de groupes sociaux hétérogènes. Enfin, cet article a aussi pour but de mettre en évidence à

quel point le système de terreur, au-delà de la destruction systématique des opposants, a permis aux dirigeants de créer les collectifs qui ont donné à la société les signes de son existence, avant d'enfermer les individus dans une utilisation stratégique des formes d'organisation imposées par le régime. Ce mode de production-gestion du social, associé à l'administration du pouvoir par l'arbitraire, fait disparaître, dans l'expérience individuelle de la vie collective, la frontière entre les comportements qui relèvent de la soumission à l'univers coercitif et ceux qui s'inscrivent dans une logique d'ascension sociale en situation de risque.

### **Intentions et circonstances**

#### *La révolution de 1959*

S'interroger sur les divers éléments qui, depuis l'indépendance de Cuba en 1898, ont rendu possible à partir de 1959 la mise en place d'un système de terreur, aboutit trop souvent à donner un cours inéluctable à un phénomène historique qui recouvre pourtant un enchevêtrement singulier de processus hétérogènes. Or l'historiographie de la révolution cubaine attribue une importance décisive à l'ordre politique et social qui s'est forgé au cours des deux guerres d'indépendance de 1868-1878 et 1895-1898, et de la « période républicaine » de 1902-1952 qui s'en est suivie, pour expliquer l'avènement de la révolution emmenée par Fidel Castro.

La thèse fonctionnaliste

La thèse « fonctionnaliste », dont Marifeli Pérez-Stable est l'expression la plus achevée, insiste sur les frustrations d'un nationalisme orienté vers le progrès, l'égalité et la cohésion sociale, et contraint par les règles d'un jeu politique étroit, dont l'enjeu consistait à maintenir l'ordre et la prospérité macro-économique, afin d'éviter que le voisin américain n'intervienne trop indépendamment dans les affaires internes de l'île<sup>5</sup>. Plus encore, le régime politique aurait été incapable de répondre de façon satisfaisante aux demandes des groupes exclus et de donner une plateforme au programme nationaliste. Ce « programme nationaliste » se serait ainsi radicalisé, coagulant finalement autour des partisans d'une insurrection armée, tandis que la corruption de la classe politique, elle-même de plus en plus nettement liée au gangstérisme politique à partir des années 1940, avait jeté sur les « politiciens » un discrédit étendu à tout le système parlementaire. Dans cette version de l'histoire de Cuba, le coup d'Etat du général Fulgencio Batista<sup>6</sup>, dont la société dans son ensemble ne s'était guère émue, vient illustrer à quel point la violence était devenue un recours légitime, par-delà l'esprit progressiste et démocratique de la constitution de 1940, et en dépit de l'amélioration de la répartition des richesses sur la période 1933-1952.

Dans un article intitulé « La transición pacífica que no tuvo lugar (1954-1956) »<sup>7</sup>, Marifeli Pérez-Stable analyse les raisons pour lesquelles c'est finalement la solution armée qui s'est imposée dans les rangs de l'opposition à Batista. Encore une fois, elle inscrit les événements qui se dérouleront après 1959 dans la continuité d'un échec du dialogue<sup>8</sup> et d'une

exacerbation des différences<sup>9</sup>, sur fond de concurrence à l'intransigeance<sup>10</sup>. Si le coup d'Etat du 10 mars constituait déjà un dangereux précédent, elle estime qu'en ouvrant le chemin pour que triomphe la lutte armée, Batista a libéré les forces qui plus tard opéreront pour continuer les réformes au-delà des confins du capitalisme. Enfin, Pérez-Stable souligne que « la frustration morale » qui anime les opposants à Batista entre en résonance avec un champ lexical révolutionnaire ancien : l'intolérance croissante va de pair avec l'appel à un ordre social juste, à une « Nation véritable » ou à une « patrie digne ».

Ainsi, frustrations et usage de la violence auraient fini par relancer un mouvement révolutionnaire dont les revendications historiques, seulement en partie satisfaites, ont constitué la base d'un radicalisme nouveau. La thèse d'une corrélation entre ces éléments ne résiste pourtant guère à l'examen des faits. S'il existe bel et bien un messianisme révolutionnaire dans la culture cubaine, sa mise en représentation concrète n'est pas indépendante de son contexte, pas plus que la violence mobilisée par les uns et les autres pour *mettre à bas le tyran* n'est réductible à sa légitimité comme moyen ou à l'insurrection armée comme modalité ; enfin l'identification des « revendications populaires » au flou des « thèses insurrectionnelles » ne préexiste pas à la mise en forme des motifs idéologiques de « la Révolution » opérée par Fidel Castro entre 1959 et 1961.

Le mythe de « la révolution »

La « Première République » (1902-1933), dont l'esprit démocratique et libéral a rapidement abdicé face à la résurgence des oligarchies coloniales et aux pratiques « caudillesques » héritées des guerres d'indépendance, a nourri chez de nombreux intellectuels de l'époque le discours de la « frustration républicaine ». Décrivant amèrement, à l'image d'un Jorge Mañach, « les déficiences de l'effort, de l'organisation et de l'environnement », responsables de « l'indifférence aux idéaux »<sup>11</sup>, ils ont dans le même mouvement énoncé le mythe des érudits de l'époque coloniale, tout entiers absorbés par la quête du destin national. Mañach évoque « quatre phases dans le développement de notre effort et de notre conscience nationales » : « celle qu'il convient d'appeler passive, qui comprend toute la première époque inerte et fidéiste de la colonie, jusqu'à 1820 ; la phase spéculative, caractérisée par le début des interrogations intellectuelles et patriotiques ; la phase exécutive, qui couvre toute la période de libération initiée en 1868 ; et enfin, la phase acquisitive, durant les deux décennies de vie républicaine qui nous amènent à aujourd'hui<sup>12</sup>. »

Entre 1930 et 1950, ces intellectuels ont forgé le panthéon national, érigé la figure de José Martí en symbole national, lancé le culte rendu aux *mambis*, et écrit l'épopée des guerres d'indépendances<sup>13</sup>. Ils ont aussi exhumé les théories de José Martí sur la révolution, laquelle ne devait pas nécessairement s'accomplir à travers l'indépendance, mais plutôt résulter d'un processus long, alimenté par la frustration des idéaux nationaux. Or ce messianisme révolutionnaire de Martí, à partir des années 1920, a été relu à la lumière des théories marxistes-léninistes, notamment par Juan Antonio Mella, appelant à une poursuite de la « Revolución martiana<sup>14</sup> ». José Lezama Lima et Cintio Vitier, dans les années 1940 et 1950,

complètement cette écriture de l'Histoire de la Nation cubaine et de sa conscience d'elle-même en parlant d'une « téléologie insulaire<sup>15</sup> ». Aussi, Rafael Rojas écrit que « le nationalisme révolutionnaire, mélange effectif de mythes (la “révolution inachevée”), de schémas idéologiques (la “justice sociale”), de symboles (Martí, Fidel), n'est pas une invention du castrisme, mais bien l'inverse : [...] un imaginaire politique, fortement enraciné dans la culture coloniale et républicaine, qui facilite l'engrenage de la Révolution en 1959 et l'établissement du régime communiste en 1961<sup>16</sup> ». Reste à savoir comment a été mobilisée cette idée d'un accomplissement du destin national, et comment Fidel Castro a su traduire les événements en fonction de cet imaginaire politique, avant de s'y forger un rôle puis de le canaliser à son profit.

Mobilisation des classes populaires et « groupes d'action »

La fin de la dictature de Gerardo Machado (1925-1933) est marquée par la mobilisation des classes populaires et l'apparition de groupes qui font usage de la violence pour mettre à bas le régime : le mouvement ABC et le Directorio Estudiantil Universitario (DEU). Le 12 août 1933, Machado cède face à la grève générale et s'enfuit aux Bahamas. Le 4 septembre, sur fond de poussée populaire, un groupe de sous-officiers s'insurge contre la hiérarchie militaire. Avec l'appui d'une partie des officiers et du DEU, la révolte débouche sur un coup d'Etat, puis sur la formation du gouvernement révolutionnaire dit des « 100 jours », présidé par le Dr Ramón Grau San Martín et Antonio Guiteras du DEU. Au cours de ces quatre mois, des mesures radicales sont adoptées, parmi lesquelles la « Loi des 50% », qui stipule que la moitié des employés des entreprises doivent être cubains, la baisse des tarifs du gaz et de l'électricité, la journée de travail de 8 heures, un ensemble de décrets sur le salaire minimum, la baisse des loyers, le vote des femmes et l'autonomie universitaire. Plus encore, le gouvernement Grau-Guiteras abroge de fait l'Amendement Platt lors de la Conférence pan-américaine de Montevideo. En proie à des dissensions internes, à l'opposition de l'ambassadeur des Etats-Unis, Sumner Welles, des vieux partis et de l'ABC, alors que les communistes et la Confédération nationale des ouvriers de Cuba poussent à l'adoption de réformes plus radicales, le gouvernement s'affaiblit. Batista, promu colonel et chef de l'armée par le gouvernement révolutionnaire, auquel il a apporté son soutien à la fois face aux communistes et aux anciens officiers déposés par le coup d'Etat du 4 septembre, devient l'homme fort du régime. Le gouvernement Grau-Guiteras chute en janvier 1934, finalement remplacé par celui du colonel Carlos Mendieta, au moment où une partie des grévistes ont établi des conseils ouvriers dans les centrales sucrières. Dès lors, les aspirations ouvrières sont réfrénées et le nouveau gouvernement reçoit le soutien de l'armée, des classes dirigeantes, d'une partie de l'ABC et de l'ambassade des Etats-Unis. Même si, selon l'expression de Jorge I. Domínguez, « Mendieta a sanctifié dans un habillement conservateur ce que Grau et Guiteras avaient introduit sous la bannière de la révolution<sup>17</sup> », le thème de « la révolution trahie » fait rapidement son apparition, et Guiteras en devient le martyr après son assassinat en janvier 1935.

Les partisans de Grau fondent le Parti révolutionnaire cubain authentique (PRCA), les étudiants radicaux et les communistes attaquent le gouvernement et accusent l'ABC de « trahison à la Révolution ». Les actes de violence se multiplient et les groupes d'action qui les perpétuent les lient volontiers à la phraséologie de la « thèse insurrectionnelle » : ils subordonnent leur « combat » à la prise du pouvoir, nécessaire à l'établissement de la « justice ». Lorsque Grau décide, en 1938, de participer à la recherche d'une solution politique et de contribuer à la mise en place d'une assemblée constituante, les « éléments d'action » qui subsistent se réfugient pour la plupart au sein de l'Alliance nationale révolutionnaire. Vaguement liés par leur opposition à Batista et aux communistes qui collaborent avec lui, ces groupes s'emploient à débusquer les « traîtres à la Révolution », prônant la violence à des fins et selon des critères tout aussi confus. Quand Grau remporte les élections présidentielles de 1944, les groupes d'action ont déjà commencé à dériver vers le gangstérisme, processus qui s'accélère à mesure qu'ils obtiennent des prébendes et entrent en collusion avec les intérêts gouvernementaux. Certains mettent en avant leur « pureté » et se veulent au service de la *justice révolutionnaire*, à l'instar d'Emilio Tro et de son slogan « la justice tarde mais arrive ». Chef de l'Union insurrectionnelle révolutionnaire (UIR), il est nommé directeur de l'Académie de la Police nationale par Grau, qui désigne également Mario Salabarría du Mouvement socialiste révolutionnaire comme chef du Bureau d'enquêtes de la police. Le 15 septembre 1947, à Orfila (Marianao, La Havane), les deux forces de police se combattent sous le commandement de leurs chefs, achevant de discréditer aux yeux de l'opinion publique la vocation révolutionnaire des groupes d'action.

Un mythe neutre mis en représentation par un entrepreneur politique

A la veille du coup d'Etat du 10 mars 1952, il n'existe donc pas d'articulation entre le mythe informe de « la révolution », entretenu par une poignée de sentinelles, la violence prosaïque que les gangs enrobent dans un vague discours anti-impérialiste et anticommuniste, et une classe ouvrière combative dont le Parti socialiste populaire (PSP, en fait le parti communiste) tente de conserver l'organisation. Le malaise de la société ne s'exprime guère à travers des catégories politiques. Il relève d'un rejet des élites et de leurs mœurs politiques, et témoigne notamment d'un sentiment d'injustice à la recherche de demandes spécifiques, que l'illégitimité de Batista ne suffit pas à clarifier. Aussi la *lutte* contre le tyran devient-elle ce thème fédérateur, capable de contenir des groupes divergents et de s'appuyer sur des critères hétérogènes. Mais « la lutte contre le tyran » est un thème organisateur à la fois suffisamment flou pour éluder les revendications concrètes de ses différents protagonistes, et trop peu unificateur au-delà de son horizon immédiat, pour que la nécessaire inscription dans un registre politique symbolique ne renvoie à autre chose qu'une référence polysémique et vierge de toute écriture. La liaison entre les registres hétérogènes de cette *lutte* s'établit à travers les seules formulations disponibles que sont « la Patrie digne », la « Nation véritable » et « la Révolution ». La prise du pouvoir par les révolutionnaires au début du mois de janvier 1959 est donc relayée par des

thèmes tout aussi mobilisateurs que confus : le rétablissement des garanties constitutionnelles, l'honnêteté administrative, la définition d'une nouvelle équité sociale et le respect de l'ordre public.

Conclu à la fin de l'année 1958, le pacte de Caracas subordonne toutes les composantes de l'opposition à Batista à la direction du Mouvement du 26 Juillet, elle-même sous l'égide de Fidel Castro. Ses rivaux potentiels éliminés, celui-ci se trouve en position de force au sein des formations révolutionnaires dont il a pris le contrôle en faisant preuve d'une habileté hors du commun. En déclarant « cette fois c'est la Révolution pour de vrai » à Santiago de Cuba le 1<sup>er</sup> janvier 1959, Fidel Castro s'empare d'un mythe immaculé, renvoie sa propre légitimité à l'autorité charismatique des leaders indépendantistes, et fonde ainsi le syncrétisme révolutionnaire. Dans le contexte chaotique du mois de janvier 1959, Castro émerge au sein de la société cubaine et des forces d'opposition à Batista en tant qu'entrepreneur politique, capable de fournir une lecture du réel et de donner un sens aux événements.

#### *Une première expérience de la terreur*

Les différents biographes de Fidel Castro ont dépeint un adolescent au caractère autoritaire et manipulateur, fasciné par Mussolini, Hitler ou Staline. Quelle qu'ait été l'influence de tels modèles sur les intentions autocratiques de Castro, il est certain que le syncrétisme opéré au début de l'année 1959 ne suffisait guère à assurer le pouvoir sans contrainte auquel il semblait déjà aspirer. Si son sens de la mise en scène et l'image d'homme honnête et désintéressé qu'il projette en font immédiatement un messie, résolu à forger la nation, il lui reste à échafauder la syntaxe permettant de canaliser à son profit les motifs différents auxquels répondent ces soutiens finalement aussi unanimes que morcelés. Fidel Castro veut parvenir à construire un édifice en définissant des positions clés à partir desquelles il est possible d'organiser de nouvelles formes de pouvoir et de légitimation. S'il s'appuie de façon privilégiée sur un groupe uni par des liens hiérarchiques de fidélité et d'obéissance tissés dans la Sierra Maestra, il existe une part importante d'aléas et de convergences stratégiques dans la recherche d'alliances possibles.

La perspective d'un projet politique nouveau et d'une mise en chantier de la société suscite un engouement à la fois chez ceux qui estiment que leur rôle dans la chute de Batista mérite une récompense et chez ceux qui anticipent de nouveaux modes d'ascension sociale. Si *le triomphe de la Révolution* est davantage dû à la désintégration de l'armée sous l'effet de la corruption, qu'à une victoire militaire des rebelles, l'opportunisme de ceux qui se sont accrochés au « train de la victoire » ou veulent faire oublier leur passivité dans la lutte contre Batista, offre, lui aussi, la possibilité de mettre en place de nouvelles formes d'organisation. Enfin, en favorisant, *de façon générale*, les classes populaires, les dirigeants regroupés autour de Fidel Castro cherchent à se constituer une base solide, qui apportera un soutien à *la Révolution* et les protégera d'un éventuel retour de la prévalence des règles institutionnelles sur la légitimité révolutionnaire.

Fidel Castro encourage la chasse aux « sbires » de Batista et le châtime exemplaire des coupables, dans l'espoir de mettre en marche le

moteur qui permettra de constituer des collectifs accompagnant la dynamique politique qu'il est en train d'impulser. Alors que la surenchère révolutionnaire gagne les classes populaires, les éléments disjoints décrits plus haut se condensent autour de la mise en place d'un système de terreur, sous l'égide d'un leader omniprésent qui s'empare petit à petit du pouvoir de l'Etat, sans que ses opposants ne décèlent derrière le masque du populisme autre chose que le collectivisme et l'idéologie dont il se réclame.

La cristallisation autour de la culture des « groupes d'action »

L'organisation du nouveau pouvoir cristallise à l'origine autour de la culture des « groupes d'action », dont il a déjà été question. Celle-ci connaît une première structuration dans l'Armée rebelle, et se durcit successivement au sein de la nouvelle armée, puis de l'Institut national de la réforme agraire (INRA).

Dans un texte singulier, Luis Ortega<sup>18</sup> souligne dès 1970 la prégnance, dans la terreur révolutionnaire, de cette culture des « groupes d'action ». D'après l'auteur, « la grande contribution de Castro aux luttes politiques de Cuba consiste précisément à avoir transplanté la dynamique des *bandes* dans les zones rurales, [...où] elles parviennent à se hiérarchiser [...] sous le nom plus suggestif de *guérillas* [...] et à l'intérieur desquelles] l'absence de doctrine continue de prédominer<sup>19</sup> ». Dans le même ordre d'idées, Ortega insiste sur les lettres écrites dès 1953 par Fidel Castro, dans lesquelles il évoque « une direction implacable », dont la conséquence immédiate est une obéissance hiérarchique absolue. Ortega ramène aussi « les racines les plus profondes du castrisme » à « l'ambiance de violence délirante, de justice expéditive<sup>20</sup> » des groupes d'action. Il montre surtout comment Castro a perfectionné un système d'*assainissement révolutionnaire*<sup>21</sup> : la « trahison » étant de ne pas obéir à « la révolution » ou de s'en maintenir à la marge, il a implanté la terreur révolutionnaire en faisant en sorte que le sort des châtiés soit connu dans les moindres recoins de la Sierra Maestra. Enfin, dix ans après *le triomphe de la Révolution*, Ortega observe que « le mode d'exercice du pouvoir, rejetant toute forme d'institutionnalisation, est typique du nomadisme des *bandes*. Le trait le plus caractéristique du régime cubain est son absence de *siège*. Ceci s'explique parfaitement par le fait que Castro est le régime. [...] le processus d'épuration doit continuer [...] car] la *bande* ne peut pas survivre sans ces conditions : *vigilance, méfiance, mobilité*. Dans ce cadre, personne n'est en sûreté, et encore moins les communistes<sup>22</sup>. »

Le premier gouvernement révolutionnaire était intégré par une majorité de personnalités dont l'autorité morale pesait davantage que l'engagement politique aux côtés de *la Révolution*. Le président Manuel Urrutia – magistrat –, le Premier Ministre José Miró Cardona – avocat et professeur à l'université –, le président de la Banque nationale Felipe Pazos – économiste de réputation internationale – attestent par leur présence de l'ancrage libéral et consensuel du nouveau gouvernement. Parallèlement, Fidel Castro « accepte » très vite de devenir commandant en chef des armées, sur demande du cabinet. Chargé de réorganiser l'institution, il promet le châtiement aux criminels de guerre, tandis que son frère Raúl et Ernesto Guevara prennent respectivement le commandement



de l'armée à Santiago de Cuba et la direction de la forteresse militaire de La Cabaña à La Havane. Sous leur autorité, dès janvier 1959, les exécutions sommaires se multiplient.

A l'image de cette première fixation, Fidel Castro et ses proches sont à la recherche d'un support à partir duquel il sera possible de mettre en place un mode d'organisation instaurant un pouvoir absolu. En plaçant à des postes intermédiaires stratégiques des officiers animés par leur loyauté indéfectible envers les frères Castro, ceux-ci vont transformer l'armée, alors en phase de réorganisation, en une courroie de transmission des ordres du leader. L'échafaudage se solidifie avec la création de l'Institut national de la réforme agraire dont Fidel Castro prend la présidence. L'armée exécute les décisions de l'INRA, dirigeant parfois les exploitations agricoles transformées en coopératives, tandis que des départements sont créés au sein de l'institution – le département de l'industrialisation est ainsi confié à Ernesto Guevara – et permettent au groupe rapproché de Fidel Castro d'accroître ses pouvoirs en empiétant sur les prérogatives du gouvernement.

Au sein de ce dernier, les frères Castro profitent des démissions successives pour faire la part belle à leur clan rapproché. Dès le 16 février 1959, après la démission de Cardona, Fidel Castro lui-même est nommé Premier Ministre : il devient plus que jamais la charnière politique sans laquelle la légitimité des décisions gouvernementales fait défaut. Or, le 17 juillet 1959, le quotidien *Revolución*, organe officiel du Mouvement du 26 Juillet, annonce sa démission. Après 24 heures de silence, celui-ci vient s'en expliquer à la télévision : il dénonce le pouvoir de nuisance de Urrutia, l'accuse d'enrichissement personnel depuis son accession à la présidence, et le soupçonne de projeter le spectre d'une infiltration communiste pour favoriser une « agression étrangère ». Finalement, Fidel Castro, fort des acclamations de la multitude, « décide » de rester à son poste, et obtient la démission de Urrutia, remplacé par Osvaldo Dorticós, que les Cubains surnomment bientôt « Cuillère », car « il ne coupe pas, et ne pique pas ». Le 15 octobre 1959, Raúl Castro, à son tour, prend la tête du ministère des Forces armées, et Ernesto Guevara remplace, le 26 novembre, Felipe Pazos à la direction de la Banque nationale, tout en conservant ses responsabilités à l'industrie. Dans le même temps, le commandant Pedro Miret prend la place du commandant Humberto Sori Marín – fusillé en 1961 – au poste clé de ministre de l'Agriculture, et les subordonnés de Raúl Castro, Rolando Díaz Astarain et le commandant Augusto Martínez Sánchez, succèdent respectivement à Faustino Pérez au ministère de la « Récupération des biens mal acquis » et à Manolo Fernández au ministère du Travail.

#### La transformation juridique

Cette conquête stratégique et disciplinée des espaces du pouvoir permet en retour de fondre le système « d'assainissement révolutionnaire » dans la violence légitime de l'Etat. Fidel Castro acquiert rapidement le pouvoir d'ancrer la justice révolutionnaire dans la légalité. Une fois mis en place le premier gouvernement révolutionnaire, la réforme de la constitution de 1940 est décrétée, et la peine de mort, en usage depuis l'époque de la Sierra, est rétablie dans la foulée. Début février, une

nouvelle Loi Fondamentale est édictée et un décret, obtenu du président et du conseil des ministres, donne désormais au Premier Ministre le pouvoir de diriger la politique du gouvernement. Osvaldo Dorticós a la charge de la promulgation des lois révolutionnaires : il fait suspendre l'*habeas corpus* et interdire les procédures d'appel devant des juridictions supérieures pour les auteurs de « crimes contre-révolutionnaires », alors que la branche exécutive du gouvernement jouit déjà d'un pouvoir discrétionnaire très étendu. Les tribunaux révolutionnaires sont contrôlés par le Tribunal général des forces armées à La Havane, que manœuvre Fidel Castro. Dès lors, il pourra à sa guise choisir la composition des tribunaux. Les « contre-révolutionnaires » sont condamnés en vertu des lois du Gouvernement en armes de 1896 et de celles de la Sierra Maestra, avant qu'un véritable arsenal juridique ne vienne donner toute latitude aux juges pour sanctionner les crimes « politiques » – la loi n°5 de 1961 rétablit la peine de mort, un temps suspendue sur orientation de Fidel Castro, la Loi 988 permet d'exécuter immédiatement les insurgés et les auteurs de sabotage.

Une demande de justice radicale

Mais dans le même temps, « en bas », les individus s'approprient symboliquement « la justice révolutionnaire ». D'une part, ils en font l'instrument par lequel tout retour en arrière, vers l'iniquité et l'injustice aux dépens du *peuple*, devient impossible. Les sentiments d'impuissance et d'injustice, voire d'humiliation, qui ont prévalu chez *Liborio*<sup>23</sup> tout au long de la période républicaine, se libèrent violemment au cours des années 1959-1961, sous l'impulsion du chef charismatique. Affirmer que « la révolution » radicalise forcément ses acteurs n'explique pourtant pas tout, ni d'ailleurs le fait d'estimer qu'elle donne la possibilité à des revendications auparavant étouffées de s'exprimer. Non seulement c'est un entrepreneur politique qui fixe le cadre normatif à l'intérieur duquel il est possible de mobiliser les images de la justice et de l'injustice, mais la demande « d'exemplarité » venue « d'en bas » participe elle aussi d'un comportement stratégique. L'espace social de l'année 1959 est un univers de concurrence et de renouvellement, au sein duquel il importe moins de formuler des revendications concrètes que de démontrer sa capacité de mobilisation pour les obtenir.

Derrière « le peuple justicier » qui hurle « au poteau ! » – *paredón!* –, les classes populaires saisissent l'occasion qui leur est donnée par le gouvernement d'apporter leur soutien pour lui signifier que leur capacité mobilisatrice peut constituer la base d'un échange, et même se révéler indispensable à sa survie. Au début de l'année 1959, *la Révolution* suscite chaque jour davantage l'enthousiasme des classes populaires, sur fond de promesses, rapidement tenues, de hausses de salaire, de réduction des loyers, de création d'emplois. Dans le même souffle, le ministère de la « Récupération des biens mal acquis » est créé, et les « interventions » ou « confiscations », au même titre que l'arbitrage de l'Etat dans les conflits au sein des entreprises, s'effectuent dans la majorité des cas au détriment des classes possédantes. Les différents acteurs économiques se retrouvent de la sorte enfermés dans des litiges frontaux avec le gouvernement, ce qui finit par donner un poids sans équivalent aux classes populaires. Dans les

usines et à l'intérieur des exploitations gérées par l'INRA, de vastes secteurs ouvriers et paysans célèbrent « l'infaillibilité » du nouveau régime et estiment du coup que leur soutien leur autorise un comportement radical.

Le calcul des communistes

Enfin, le Parti communiste contrôle toujours certains secteurs ouvriers et son calcul politique répond à la volonté de conserver et d'accroître sa capacité d'encadrement. Les communistes poussent ainsi à l'adoption de réformes radicales, persuadés que Castro est avant tout un politique, qu'il ira dans le sens du vent et que ses décisions ne seront donc pas, au-delà de la constitution d'une assise populaire, résolument orientées vers « le bien-être des travailleurs ». La concordance entre les communistes et Fidel Castro n'a rien de sophistiqué ou d'idéologique : les premiers savent que « le train de la victoire » est celui des *fidélistes*, et le second est convaincu que la révolution ne peut s'accomplir sans l'appui massif des paysans et des ouvriers, en faveur desquels il faut donc trancher résolument en cas de litige avec les représentants du patronat, de la bourgeoisie ou des fonctionnaires.

Le leadership de Fidel Castro

Face à l'édification d'un pouvoir d'une nature jusqu'alors inconnue, sous-tendu par l'émergence d'une dynamique sociale nouvelle, les opposants aux frères Castro n'ont d'abord retenu que le visage connu du populisme, sans comprendre qu'un tout autre système se mettait en place. Rapidement, au sein du gouvernement, des ministères, des entreprises, les démissions des uns et des autres s'effectuent sur fond de dénonciation de la « pénétration communiste » auprès de l'opinion publique. Fidel Castro répète à maintes reprises que *la Révolution* n'est pas communiste, mais « verte comme les palmiers ». Au nom de la défense des intérêts de la *Patrie*, il appelle à l'unité dans *la Révolution* et justifie le pouvoir de régulation et de médiation de l'Etat dans les conflits sociaux. La focalisation de ses opposants sur « l'infiltration rouge » lui permet, toujours sur le même mode, de fustiger au nom de l'unité ceux qui veulent exclure les communistes du processus. Non seulement il lui aurait peut-être été plus difficile de répondre à d'autres accusations, mais le fantasme de la pénétration communiste a été surtout appréhendé à travers les images de la marche vers la collectivisation, ou du complot piloté depuis Moscou, et les opposants n'ont aussi guère prêté attention aux modes opératoires sur lesquels le mouvement emmené par son clan rapproché était en train d'établir son pouvoir.

L'idée, au cœur de la « mentalité plattiste », selon laquelle les Etats-Unis ne laisseraient de toute façon jamais s'implanter un régime communiste « à 90 miles » de leurs côtes, a en outre détourné les divers opposants d'une intelligence de la véritable architecture du système naissant. Il serait à ce propos naïf de croire aux explications mises en avant dix, vingt ou trente ans après les faits par les principaux dirigeants de la révolution et les anciens du PSP (Blas Roca, Lázaro Peña, Carlos Rafael Rodríguez...), selon lesquelles l'aile révolutionnaire du Mouvement du 26

Juillet et les communistes étaient convenus dès le début de former une alliance pour implanter un régime d'inspiration marxiste-léniniste à Cuba. Certes, « le groupe de Tarará » – du nom de la ville située à l'est de La Havane – tient des réunions à huis clos au cours des premiers mois de 1959, et intègre des dirigeants sensibles aux thèses communistes, parmi lesquels Antonio Nuñez Jiménez, Ernesto Guevara, Alfredo Guevara, Vilma Espín – l'épouse de Raúl Castro –, Pedro Miret – l'aide de camp de Fidel Castro – et Celia Sánchez – son assistante. Mais la formation du groupe dirigeant qui émergera entre 1959 et 1961 est une œuvre de circonstance résultant d'un compromis entre le possible et le souhaitable, à l'intérieur de la matrice castriste du pouvoir.

Les frères Castro, dans leur entreprise de conquête de la totalité, sont parfois contraints de nommer des hommes malléables voire simplement disponibles. Lorsque a lieu l'élection du président de la Fédération des étudiants de l'université (FEU) de La Havane, Fidel Castro ne peut éviter de prôner au nom de l'unité la « candidature unique », c'est-à-dire par acclamation, de Rolando Cubelas, face à l'incommode Pedro Luis Boitel du Mouvement du 26 Juillet. Une fois Cubelas élu, le gouvernement a la main mise sur la FEU et l'Université de La Havane perdra officiellement son autonomie en 1960. De la même manière, à l'occasion du X<sup>e</sup> congrès de la Confédération des travailleurs de Cuba (CTC), Castro se prononce en faveur de « la candidature unique » de David Salvador, alors leader du secteur ouvrier du Mouvement du 26 Juillet, et obtient un vote de confiance par acclamation. Les dirigeants élus lors de ce X<sup>e</sup> congrès seront remplacés petit à petit par des membres du PSP, désignés par le gouvernement, David Salvador sera par la suite condamné à trente ans de prison pour « activités contre-révolutionnaires », et le vieux leader syndical communiste Lázaro Peña est nommé secrétaire général de la CTC en 1960, comme il l'avait été en 1938 grâce à Batista.

Dès cette époque, Fidel Castro « concentre en sa personne la puissance sociale et, en ce sens, apparaît (et s'apparaît) comme s'il n'avait rien en dehors de soi, comme s'il avait absorbé la substance de la société, comme si, *Ego* absolu, il pouvait indéfiniment se dilater sans rencontrer de résistance dans les choses<sup>24</sup> ». Il incarne cette figure de l'égocrate décrite par Claude Lefort à propos de Staline, et aspire à unifier l'Etat et la société cubaine dans l'Un révolutionnaire épuré de toute forme de division.

*« Nous avons besoin d'une Nuit des Longs Couteaux »*

Dans un premier temps, l'usage de la terreur a donc été rendu possible par la structuration autour de la culture des gangs, par la transformation juridique liée à la conquête du pouvoir, par les calculs stratégiques des différents acteurs politiques et par le soutien infaillible au leader tout puissant. Dans un second temps, le dispositif initial condense d'autres éléments. Il s'appuie tout d'abord sur les compétences des militants communistes et du PSP en matière d'organisation, puis se perfectionne à mesure que les organes de sécurité acquièrent les techniques coercitives des polices politiques des pays de l'Est. Ensuite, l'invention des « contre-révolutionnaires » et de l'idéologie de l'Un fournit un principe organisateur. Enfin, le système de coercition est au cœur du fonctionnement social qui produit les critères de mérite à partir desquels se

dégage un modèle d'ascension sociale, alors que les rivalités et rancœurs personnelles viennent aussi se greffer sur le dispositif répressif mis en place par le régime.

« Le PSP disposait déjà d'une organisation, de leaders capables, de cadres expérimentés et d'alliés internationaux, et bien qu'ils n'aient pas été déterminants au sein du mouvement antibatistien, ils s'avèreront cruciaux au moment de former une nouvelle coalition gouvernante<sup>25</sup>. » Comme le suggère Marifeli Pérez-Stable, les communistes fournissent aux fidélistes des compétences en matière d'organisation et d'encadrement. A tous les niveaux de l'espace social, au sein des entreprises et des syndicats, les militants communistes représentent des maillons intermédiaires sur lesquels il est possible de s'appuyer. Dès 1958, le capitaine Ramiro Valdés, homme de confiance de Fidel Castro et adjoint de E. Guevara, est chargé de créer une organisation secrète de contre-espionnage à l'intérieur de l'Armée rebelle et du Mouvement du 26 Juillet. Le capitaine Manuel Piñero, à la demande de Raúl Castro, crée dans la foulée une seconde organisation sur le même modèle. Or tous deux s'appuient sur des réseaux de militants du PSP auquel ils appartiennent. Le 10 janvier 1959, Valdés, assisté de Piñero, est nommé chef du bureau militaire chargé des enquêtes – Departamento de Información del Ejército Rebelde, DIER ou G-2. Le DIER s'emploie à recenser toutes les informations concernant les personnes ou les organisations qui s'opposent à Fidel Castro et au Mouvement du 26 Juillet, et à les réprimer de façon adéquate. Le rôle des membres du DIER consiste donc autant à répondre aux ordres qu'à transmettre des informations et à organiser des opérations. Les structures du DIER se subdivisent dès l'origine de façon complexe entre appareils clandestins et publics, puis en sections à partir du moment où Fidel Castro place l'organisation sous sa direction personnelle. Détachée de l'armée, elle est rebaptisée Département de la Sécurité de l'Etat au milieu de l'année 1959, et sera intégrée à la structure du ministère de l'Intérieur, une fois celui-ci créé en remplacement du ministère du Gouvernement, en juin 1961. En outre, la structure bénéficie très tôt de l'apport des techniques d'espionnage, de coercition et de propagande des polices politiques des pays de l'Est, grâce aux contacts que lui facilite le PSP. Des instructeurs tchécoslovaques entraînent les agents du G-2 et perfectionnent à la fois les techniques d'interrogatoire en direction des opposants et les techniques d'intimidation vis-à-vis de leurs émules et des candidats à la neutralité. Des centres de formation politique sont créés dans les garnisons de La Havane puis sont étendus à toutes les unités de l'île, et c'est sur leur modèle qu'un enseignement marxiste est ensuite dispensé aux « cadres de la Révolution » au sein des Ecoles d'instruction révolutionnaire.

L'extirpation des guanós du corps de la Nation, principe organisateur de la société révolutionnaire

Dans son analyse du communisme, Claude Lefort<sup>26</sup> insiste sur la centralité d'un parti dont les membres, subjugués par l'organisation, sont mus par la conquête de « l'Un ». En ce sens, le rôle d'une croyance ou la filiation d'idées y seraient bien moins importants que la construction d'une réalité spécifique, indissociable de la construction d'un corps collectif. Or,

le projet politique castriste vient précisément répondre à un fantasme de l'homogénéité dans l'histoire nationale. Derrière un langage nationaliste qui sous-tend la volonté de faire de Cuba une grande nation, les « hétérogénéités destructrices » et les divisions générées par le conflit sont rendues fondamentalement responsables des maux du pays.

Dès les premiers jours de 1959, Fidel Castro met en représentation une version de l'histoire nationale dans laquelle les luttes de libération, invariablement mises en échec par les divisions de leurs protagonistes, ont finalement été détournées de leurs aspirations par des élites antipopulaires, manœuvrées par les classes possédantes et les Etats-Unis. Agitant la menace d'un retour en arrière, il pointe du doigt les batistiens qui n'auraient pas renoncé à reprendre le pouvoir. L'union des révolutionnaires serait donc la seule réponse appropriée face à un ennemi à l'affût d'une brèche dans laquelle s'engouffrer. Comme l'explique Claude Lefort, « l'opération qui instaure la "totalité" requiert toujours celle qui retranche les hommes "en trop" ; celle qui affirme l'*Un* requiert celle qui supprime l'*Autre*. Et cet ennemi, il faut le produire, c'est-à-dire le fabriquer et l'exhiber, pour que la preuve soit là, publique, réitérée, non seulement qu'il est la cause de ce qui risquerait d'apparaître comme signe de conflit ou même d'indétermination, mais encore, qu'il est *éliminable*, en tant que parasite, nuiseur, déchet<sup>27</sup> ».

Après la découverte du « complot de Trujillo<sup>28</sup> », les contre-révolutionnaires incarnent l'entité à l'intérieur de laquelle sont rejetés les acteurs hétérogènes qui mettent en doute la politique du nouveau gouvernement. Ces *gusanos* – vers – insidieux ne figurent guère de pensée alternative, et leurs seules armes sont d'ailleurs la « calomnie » ou le « mensonge ». Les opposants arrêtés sont volontiers présentés au *peuple* comme des violeurs ou des assassins, et on leur impute des crimes horribles. L'inquisition étatique vient quelque part prolonger un imaginaire populaire qui voit le complot partout et le croit dirigé contre la « santé du *peuple* ». Dès 1959, d'anciens compagnons et sympathisants de Fidel Castro fondent le Mouvement de récupération révolutionnaire (MRR) et optent pour la lutte clandestine. Au cours de l'année 1960 se créent le Mouvement révolutionnaire du peuple et le Mouvement du 30 Novembre. Au sein de l'armée et de l'appareil gouvernemental, certains groupes étudient le moyen de renverser le Premier Ministre, tandis qu'à Miami, une coalition d'exilés se regroupe et forme le Front révolutionnaire démocratique. Les mouvements urbains prolifèrent, multipliant les sabotages, et dans le même temps, des guérillas rurales renaissent dans les montagnes de la province de Pinar del Río (ouest) et surtout dans l'Escambray (centre). A partir de 1960, l'importance croissante de l'opposition au nouveau gouvernement débouche sur un affrontement armé dont l'issue longtemps indécise autorise les acteurs à penser que la situation peut basculer d'un côté comme de l'autre.

Mais dès le mois de juin 1959, au cours d'une réunion entre les frères Castro, E. Guevara et le commandant Huber Matos, alors « numéro 3 de la Révolution », celui-ci rapporte que Raúl Castro avait appelé de ses vœux « une Nuit des Longs Couteaux », « pour que triomphe la révolution<sup>29</sup> ». L'Etat révolutionnaire érige sa toute puissance en expurgeant la société de ses *traîtres* : arrestations tous azimuts, procès expéditifs, lourdes peines de prison, exécutions publiques, liquidations. L'extirpation des *gusanos* du

corps de la Nation devient le principe organisateur de la société révolutionnaire et permet de constituer les collectifs qui donnent à cette dernière les signes de son existence. Le 16 octobre 1959, Fidel Castro annonce la formation des milices, à l'échelle de chaque « centre de travail ». Les troupes effectuent dans un premier temps des démonstrations de force, avant de recevoir une formation dans le maniement des armes : du milieu de l'année 1960 à mars 1961, cent mille miliciens participent au premier « nettoyage de l'Escambray ».

Le 28 septembre 1960, des Comités de Défense de la Révolution (CDR) sont implantés à l'échelle de chaque *cuadra* – pâté de maison –, dans le cadre d'un « système de vigilance collective » fortement hiérarchisé. Sous l'impulsion d'officiels du gouvernement, les habitants de chaque *noyau* doivent élire divers responsables, et notamment un président, un vice-président et un « chargé de vigilance ». Bientôt, toutes les personnes âgées d'au moins quatorze ans sont poussées à *s'intégrer à la Révolution* en devenant membre du CDR de leur *cuadra*. Les CDR quadrillent la société, relayent les directives révolutionnaires et fournissent des renseignements sur chaque individu aux institutions gouvernementales et à l'appareil répressif. C'est sur le même modèle que seront transformés le Syndicat des travailleurs de Cuba – Central de Trabajadores de Cuba, réorganisation de la Confederación de los Trabajadores de Cuba – et la Fédération étudiante universitaire (FEU), et que seront constitués la Fédération des femmes cubaines (FMC), l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP), la Fédération des élèves du Secondaire – Federación de Estudiantes de la Enseñanza Media –, l'Organisation des pionniers José Martí – pour les élèves du Primaire. Les Organisations révolutionnaires intégrées – réunissant le Mouvement du 26 Juillet, le PSP et le Directoire révolutionnaire –, qui deviennent le Parti uni de la Révolution socialiste (PURS) puis le Parti communiste de Cuba (PCC) en 1965, chapeautent toutes les autres organisations. Claude Lefort remarque dans le cas de l'Union Soviétique que « sous le signe de l'organicisme, c'est la vertu du collectivisme qui n'en finit pas de se répandre d'un bout à l'autre de la société. Pas de secteur qui n'échappe à la loi de l'association, pas de catégories – les jeunes, les vieux, les femmes comme les paysans, les ouvriers ou les intellectuels –, qui ne soient vouées à s'identifier comme membres d'une collectivité unie ; et sous le signe de l'artificialisme, c'est la vertu de l'activisme partout proclamée : le « citoyen idéal » construit, *veut* la norme et son dépassement, est habité par la puissance créatrice de l'Etat<sup>30</sup>. »

L'appartenance aux milices et aux CDR, puis aux autres organisations de masse, fixe les formes dans lesquelles il est possible de s'engager aux côtés de *la Révolution*. La *vigilance révolutionnaire* conforme les conditions d'émergence d'un monde normatif nouveau : en la « pratiquant », les individus et les groupes l'inscrivent dans leur environnement social, projettent l'image d'une menace réelle et se soustraient du corps des « ennemis cachés ». Ils trouvent là une voie d'intégration à la nouvelle société, qui leur fournit une accumulation de *mérites révolutionnaires* et leur ouvre ainsi des perspectives d'ascension sociale, en conformité avec le fonctionnement social sur lequel le gouvernement établit petit à petit son pouvoir.

## De nouveaux modes d'ascension sociale

Même s'il ne faut pas confondre le projet coercitif et les convergences stratégiques qui coagulent autour de lui, le « système de terreur » mis en place par le nouveau régime est aussi à l'origine de nouveaux modes d'ascension sociale. Fidel Castro et ses proches collaborateurs sont animés par le fantasme d'une société transparente à elle-même : ferveur révolutionnaire pour les uns, peur docile pour les autres sont, dans leurs calculs, les seules attitudes que le *peuple* pourra adopter face à l'éradication des *traîtres à la Patrie*. Aussi la prise de responsabilité individuelle dans les « tâches » de *la Révolution*, éventuellement récompensée par davantage de pouvoir et de bien être matériel, est à la base du modèle d'ascension sociale qu'ils veulent promouvoir. Dans un premier temps, ils n'ont pas imaginé que cette participation individuelle à la mise en oeuvre de la justice révolutionnaire puisse ne pas concorder avec les motifs idéologiques avancés par le régime.

Le volontarisme politique et *a fortiori* un rôle actif dans la répression des « contre-révolutionnaires », ont mis en marche le moteur de la mobilité sociale ascendante. Les « organes de sécurité » absorbent des secteurs de la population jusque-là disjoints, dont les membres les plus aptes à naviguer à l'intérieur des rouages de la bureaucratie vont forger la nouvelle élite. Les *combattants* qui se sont illustrés dans « la lutte pour la défense de la Révolution » se voient confier des responsabilités politiques et administratives auxquelles peuvent correspondre des privilèges importants, plus encore s'ils sont intégrés au parti. L'appartenance aux « organes de sécurité » ou l'accession à un poste élevé dans l'appareil d'Etat sont associées, du moins dans l'imaginaire social, à un ensemble d'avantages dont l'inclusion dans les cercles de réciprocité *sociolistas* n'est pas des moindres : les hauts fonctionnaires s'accordent mutuellement des facilités par démarches administratives interposées et pratiquent échanges, vols et détournements aussi bien à des fins personnelles que pour approcher les objectifs qui leur sont assignés. De fait, certains membres du personnel de la Direction des établissements pénitenciers (DGEP) ont fait carrière au sein de l'institution. Le lieutenant Julio Tarrau, directeur de Presidio Modelo, le pénitencier de l'île des Pins, obtiendra le grade de commandant avant d'être nommé membre du Comité central du Parti communiste et chef de l'Instruction politique du MININT. Ce sont vraisemblablement ses penchants pédophiles qui lui vaudront finalement d'être déchu de ses titres et envoyé « dans l'agriculture ». Le lieutenant Justo « Vaselina », directeur de la prison de La Cabaña à La Havane, est promu colonel de la Sécurité de l'Etat à la fin des années 1970, et Medardo Lemus, lieutenant à la prison de Boniato à Santiago de Cuba en 1969, devient directeur national des établissements pénitenciers avant d'obtenir le grade de lieutenant-colonel.

## Le jeu des rivalités personnelles

Le système de surveillance collective et le régime de sanctions qui lui est consubstantiel conformément également un dispositif de règlement des conflits interindividuels. Dans de nombreux cas, les motifs personnels



viennent en effet se greffer sur la terreur révolutionnaire. Pour beaucoup de délateurs zélés, l'attribution de responsabilités dans des tâches de *vigilance* représente à la fois un accomplissement personnel et une reconnaissance sociale. A l'échelle des pâtés de maison ou à l'intérieur des entreprises, certains puisent dans l'exercice de la *vigilance révolutionnaire* un pouvoir de nuisance que les autorités encouragent en recourant à l'arbitraire comme prophylaxie sociale.

Au début de l'année 1959, libre cours est donné aux vengeances personnelles, en laissant par exemple pénétrer dans les galères de prisonniers les femmes endeuillées venues reconnaître les « *sbires* de Batista » qui avaient assassiné leur fils ou leur époux. Plus encore, dénoncer un manquement aux normes de comportement révolutionnaire permet éventuellement de se débarrasser de rivaux ou de concurrents potentiels. L'ancien prisonnier politique Odilo Alonso<sup>31</sup> relate par exemple la façon dont il a été contraint à la démission au sein de son entreprise, victime des malveillances de deux collègues très engagés en faveur de *la Révolution*, dont il avait découvert les malversations financières avant 1959. Les uns et les autres sont aussi fréquemment pris dans des dilemmes : s'il convient de donner des gages de sa ferveur révolutionnaire pour ne pas risquer soi-même une sanction, signaler un comportement fautif ou participer à une « manifestation du peuple » contre un *gusano* du quartier fait figure de moindre mal. Enfin, les confiscations figurant au premier rang des sanctions encourues par les « contre-révolutionnaires », la convoitise des biens du voisin devient un motif de délation tout à fait rationnel. A leur tour, les rivalités de village, l'envie ou la jalousie s'insinuent dans les rouages de la terreur, qui prennent le relais de litiges anciens.

### Un monde normatif

#### *La terreur comme dispositif central*

Très rapidement, le sentiment et l'assurance d'être contrôlé et surveillé participent de manière essentielle à la stabilité des repères dans la vie quotidienne. Il s'ensuit une méfiance « cognitive », partie intégrante de la réalité sociale, qui nourrit le fantasme d'un *Big Brother* orwellien.

Pour le gouvernement, « être révolutionnaire » signifie vouloir que les conditions d'existence et le régime politique d'avant 1959 soient « révolutionnés », et personne ne peut se prononcer « contre une mesure » ou « contre un dirigeant » en particulier, sans révéler par extension qu'il est « contre la volonté de changer Cuba » et « contre les idéaux pour lesquels lutte la Nation ». A tous les niveaux de l'espace social, les partisans les plus actifs du nouveau gouvernement imposent aux individus des épreuves à travers lesquelles ils doivent montrer les signes de leur soutien à la politique de Fidel Castro. Au cours de l'année 1960 par exemple, le gouvernement lance un slogan en réponse aux accusations qui pèsent sur le *commandant en chef de la Révolution* : « Si Fidel est communiste, mettez-moi sur la liste, je suis d'accord avec lui ». Reproduit sur des autocollants et des pancartes, il est distribué dans les écoles, dans les usines, dans les administrations et même aux automobilistes. Refuser de l'afficher, malgré la pression de certains collègues ou voisins, constitue

une marque de défiance qui sera consignée quelque part et ne tardera pas à devenir synonyme de désagréments.

Parallèlement, un large écho est donné à la violence radicale de la justice révolutionnaire et à la répression sans merci qui frappe les opposants, insufflant une terreur qui constitue autant d'avertissements en direction des tièdes et des récalcitrants. La presse nationale répertorie 631 condamnés à mort pour l'année 1959, parmi lesquels 146 sont en attente d'être fusillés<sup>32</sup>. Ce chiffre ne prend pas en compte les exécutions extrajudiciaires dont le total est vraisemblablement bien supérieur. Les prisonniers politiques, dont le nombre atteindra au moins 70 000 au milieu des années 1960<sup>33</sup>, sont regroupés dans un premier temps à la forteresse de La Cabaña et au Castillo del Principe à La Havane, à la prison de Boniato de Santiago de Cuba, au Castillo de San Severino à Matanzas, à la prison de Cinco y Medio de Pinar del Río, puis de plus en plus au Presidio Modelo de l'île des Pins.

Au cours des années 1959-1961, les opposants armés au régime infligent également des pertes au camp ennemi : des miliciens notamment sont assassinés pendant leurs gardes ou lors d'embuscades dans les zones où les guérillas rurales sont actives. Soumis de chaque côté aux menaces de ce qu'ils perçoivent comme deux entités belligérantes, beaucoup se sentent d'autant plus contraints à un comportement ambivalent que l'issue de l'affrontement reste indéterminée. Odilo Alonso raconte par exemple que le groupe d'hommes avec lesquels il « conspire » en 1960, a réussi à « capter » des membres du DIER chargés de découvrir les comploteurs, et qu'il avait même fait « filtrer » l'information selon laquelle « lors du débarquement » les militaires qui n'offriraient pas de résistance auraient la vie sauve<sup>34</sup>. Le commandant Huber Matos, ex-prisonnier politique, explique qu'au début de l'année 1960, à l'intérieur du Presidio Modelo, certains agents du G-2 collaborent avec les opposants de manière à se trouver en position favorable si se produisait un retournement de situation<sup>35</sup>. L'ex-prisonnier politique Armando Valladares précise que vers la fin de l'année 1961, l'accès au pénitencier est interdit aux miliciens : « la police politique savait parfaitement que tous [...] ne sympathisaient pas avec le régime, et que dans leurs rangs, en sus des indifférents, se trouvaient des contre-révolutionnaires<sup>36</sup> ».

C'est dans ce contexte, le 15 avril 1961, que 1 500 Cubains exilés aux États-Unis débarquent à Playa Girón. Depuis la fin de l'année 1960, sur fond de mouvements de troupes dans toute l'île, la presse et le gouvernement annoncent l'imminence d'une invasion de « mercenaires apatrides » entraînés par les USA. De concert avec les guérilleros de l'Escambray et les autres foyers d'opposants dispersés à travers le pays, la brigade 2506 espère renverser le gouvernement, mais est neutralisée en quatre jours. Fidel Castro proclame « la première défaite de l'impérialisme yankee », d'une formule qui résume mal quatre jours de combats au cours desquels de nombreux paysans et miliciens capturés par la brigade ont finalement rejoint ses rangs, tandis que militaires et opposants se sont unis en plusieurs endroits de l'île, et que des groupes se sont attaqués çà et là aux symboles du régime (pancartes, slogans, CDR).

Girón donne à Fidel Castro et à ses proches l'occasion d'accélérer la mise au pas de la société : environ 100 000 personnes<sup>37</sup>, signalées comme *réfractaires* ou suspects, sont arrêtées, parquées dans des stades, des

casernes, des écoles ou même des théâtres. Au cours de l'opération, les principaux chefs des mouvements clandestins et l'essentiel des révolutionnaires de sensibilité démocratique sont exécutés ou envoyés en prison. Dans plusieurs centres de détention, les personnes regroupées sont menacées de mort si la brigade parvient à prendre pied dans l'île, alors que des charges de TNT ont déjà été placées depuis un certain temps sous les quatre circulaires du Presidio Modelo. La lutte clandestine réduite à quelques noyaux isolés, privée du soutien d'une population terrorisée par les rafles, seule subsiste la guérilla de l'Escambray. Elle est « nettoyée » une seconde fois en 1962-1963, et pour la priver de soutien local, les paysans sont « reconcentrés » dans des villages qu'ils construisent eux-mêmes, comme Sandino dans la province de Pinar del Río. Girón marque bien un tournant : l'offensive simultanée du gouvernement balaye l'opposition et signale pour tous l'implantation définitive du régime de Fidel Castro. Les *gusanos* déclarés sont dorénavant reclus au sein des différents espaces carcéraux.

« *Le hache-viande* » (*Soljenitsyne*)

la discipline carcérale

La stratégie des autorités pénitentiaires consiste à briser les prisonniers dès leur arrivée en prison, d'abord en les pliant à la discipline carcérale puis en les soumettant à l'arbitraire.

Au début des années 1960, le Presidio Modelo est la plus grande prison de Cuba. Il regroupe quatre bâtiments « circulaires »<sup>38</sup> et deux bâtiments rectangulaires, l'un servant d'hôpital et l'autre comprenant le pavillon des prisonniers de droit commun, les cellules disciplinaires et la chapelle. Dès leur arrivée, les « punis » sont séparés des autres détenus, puis distribués selon le degré de gravité du délit qu'ils ont commis (grève de la faim, tentative d'évasion, etc.) entre le quartier disciplinaire et les cellules d'isolement. Les autres attendent nus que les gardiens aient terminé la fouille, qui s'accompagne de provocations diverses, vols et violences. Une fois que leur a été remis l'uniforme jaune, ils sont répartis dans les circulaires. Dès le début, il existe donc plusieurs catégories de prisonniers, auxquelles correspondent des régimes carcéraux différenciés.

Les prisonniers des circulaires doivent chaque jour former un rang au pas de course avant de répondre à l'appel, laver leur cellule et se tenir prêts à descendre nus si les autorités carcérales décident d'effectuer une inspection. Ils doivent également respecter les normes de langage révolutionnaire, au risque d'être punis : un régime de sanction sur critères politiques est maintenu à l'intérieur même de la prison. A leur arrivée dans le quartier disciplinaire, non seulement les prisonniers sont roués de coups, mais ils encourent encore des sanctions : un manquement aux normes peut avoir pour conséquence un transfert dans des cachots spéciaux où ils sont maintenus pendant une période indéfinie dans des conditions animales.

L'arrivée massive de « contre-révolutionnaires » au début de 1961 a pour corollaire un développement des normes réglementaires : chaque prisonnier se voit attribuer un numéro et doit faire établir un sauf-conduit par la direction du pénitencier pour sortir d'une circulaire et se rendre à l'hôpital. La direction réduit le nombre de visites annuelles et fait

également signer aux détenus un document l'autorisant à ouvrir leur correspondance. Enfin, à partir d'avril 1961, la vente bi-trimestrielle de produits divers (cigarettes, huile, sel, etc.) est suspendue<sup>39</sup>.

Rapidement, la faim, les maladies et les mauvais traitements des gardiens démoralisent et affaiblissent les prisonniers. Les inspections, souvent effectuées en repréailles après une tentative d'évasion ou une mutinerie, sont l'occasion de mettre à sac les maigres réserves alimentaires et les objets personnels des prisonniers. Plus encore, les punitions collectives, la dépersonnalisation et le déploiement du dispositif de sécurité, les confrontent à leur vulnérabilité absolue. Armando Valladares évoque à cet égard une fouille effectuée en juillet 1961 après que deux détenus ont tenté de s'évader : « Des centaines d'hommes complètement nus formaient comme une légion surréaliste, parfaitement alignée [...]. [Durant les 5 ou 6 heures pendant lesquelles nous restâmes debout], il ne fallait pas lever la tête, sous peine d'être frappé et conduit dans les cellules disciplinaires<sup>40</sup>. »

Pour les détenus s'ajoutent à cela les simulations d'exécution, les menaces, le chantage et les rumeurs – notamment celles concernant de possibles « échanges » de prisonniers entre Cuba et les Etats-Unis –, qui finissent par ôter toute plausibilité au monde dans lequel ils sont plongés.

Un univers de concurrence, une dynamique de fragmentation

Cet espace clos est dans le même temps un univers de concurrence fortement cloisonné au sein duquel cohabitent des groupes hétérogènes. Après le départ de Batista, seuls les prisonniers de droit commun, dont les rangs continuent d'augmenter, sont restés à Presidio Modelo. Ensuite sont arrivés les partisans et collaborateurs de Batista, puis les révolutionnaires anticastroïstes et les insurgés appartenant à des organisations rivales. Les autorités carcérales cherchent d'emblée à insuffler la ferveur révolutionnaire chez les prisonniers de droit commun et leur font miroiter les bénéfices de leur engagement : remises de peine, rééducation, promotion, etc. Aussi les « communs » ont-ils très tôt fait de l'attitude hostile à l'égard des « politiques » un gage de leur bonne conduite. De là, les agents du G-2 dans la prison poursuivent deux objectifs : inciter les « communs » à nuire aux « politiques » de manière à pouvoir dégager la direction du pénitencier de la responsabilité de leurs actes, et créer un espace de conflictualité entre les deux catégories de détenus, de façon à mieux asseoir son contrôle. Déjà, à La Cabaña, les condamnés à mort étaient parfois insultés par les détenus de droit commun, qui entonnaient « L'Internationale » sur leur passage<sup>41</sup>. Alonso relate pour sa part que le 7 mai 1961, les détenus de sa circulaire trouvent une vulve de vache dans la soupe : le chef de cuisine étant un prisonnier de droit commun, le « chef de l'ordre intérieur » rejette la faute sur les « communs », et le directeur affirme qu'il « ne s'explique pas comment cela a pu arriver » et va leur parler<sup>42</sup>.

Chaque circulaire élit par ailleurs une sorte de « gouvernement intérieur » qui sert d'intermédiaire entre les prisonniers et les autorités pénitentiaires. Le *mayor* et les chefs d'étages désignent ensuite un « ferronnier » et des hommes chargés de l'entretien et de la répartition des repas. Non seulement la procédure de désignation attise les tensions, mais

elle ne met pas fin aux heurts entre groupes rivaux. « La majorité de la population du pénitencier, au cours des trois premières années, provenait des rangs de l'ancien gouvernement, et les révolutionnaires qui étaient emprisonnés petit à petit ont souffert de la furie et de la haine de ces gens-là. Puis, la balance s'est mise à pencher de l'autre côté [...] et les tragédies se sont poursuivies à l'intérieur du pénitencier, cette fois pour se venger des dérouillées reçues antérieurement. Ce n'est pas avant 1965, quand les révolutionnaires ont formé l'ample majorité des prisonniers, que ces passions se sont atténuées et ont laissé la place à d'autres : les heurts entre organisations révolutionnaires d'idéologies politiques différentes<sup>43</sup>. »

La dynamique de fragmentation des prisonniers politiques s'exerce aussi paradoxalement lorsque des revendications communes sont présentées auprès des autorités pénitentiaires. Celles-ci ont par exemple établi un régime de visites différencié selon le statut des détenus, lié à l'observance des normes disciplinaires. La tactique de la grève de la faim, en vue d'obtenir un droit de visite plus fréquent, ou encore de bénéficier d'une assistance médicale adéquate, a permis de séparer les grévistes du reste des détenus, tout autant qu'elle a donné à la direction la possibilité de multiplier les critères de litige, en répondant, selon les cas, de manière partielle, ambiguë ou totale aux demandes formulées. De façon immédiate, le groupe solidaire se scinde : les uns sont résolus à poursuivre la grève de la faim, les autres estiment qu'ils ont obtenu satisfaction. Alors que la décision d'entamer une grève de la faim est le plus souvent le fait d'un groupe qui s'est soudé à l'intérieur d'une même circulaire, la direction traduit immédiatement dans une forme concrète les divergences entre prisonniers grévistes, en dispersant chacun des groupes dans d'autres circulaires.

Enfin, les individus sont projetés à leur échelle dans un espace stratégique, qui contraint l'esprit grégaire et les velléités éthiques. Maintenir la permanence de soi au sein d'un univers où tout contribue à la détruire implique une mise à distance des souffrances d'autrui. Mais plus encore, l'individu prisonnier doit veiller en permanence à se prémunir des vols, à s'assurer qu'il bénéficie de solidarités diverses, à ménager ses relations avec les détenus chargés de répartir la nourriture ou avec les médecins qui transmettent aux autorités la liste des malades. Les médecins sont en outre tirillés entre les exigences de la direction et les sollicitudes des prisonniers, tout comme les *mayor*, « chefs d'étages » et « ferronniers » sur lesquels retombe la responsabilité des fautes commises par les détenus. Entre la lutte contre la dégradation de son sort, les perspectives individuelles d'amélioration de ses conditions de détention et la réponse à l'appel du pied des autorités, le prisonnier est partagé entre des registres qui se différencient les uns des autres de façon ténue. Aussi le prisonnier bascule-t-il facilement vers une attitude coopérative, et ce même dans les espaces de confinement, comme l'illustre le récit de Matos, reclus dans une galerie spéciale avec quatre de ses proches collaborateurs. L'un d'entre eux, le capitaine Rosardo Lugo, se montre soudainement hostile et même violent à l'encontre de Matos et du capitaine Cruz. En arrière plan, la femme de Lugo, Ana Céspedes, a lié amitié avec Vilma Espín, l'épouse de Raúl Castro. Lugo n'adresse plus la parole qu'au capitaine Ruíz Maceira et tous deux finissent par être libérés en avril 1962 en compagnie du lieutenant Esquivel<sup>44</sup>.

Un monde cloisonné à l'extrême

Le personnel de la prison ne constitue pas non plus un groupe homogène : certains gardiens sont des militaires qui ont été punis pour des délits de droit commun, certains gradés ont un rôle strictement administratif, et d'autres sont des éléments-clés qui appartiennent au G-2 ou effectuent des missions d'espionnage et de surveillance pour son compte. Le capitaine Cartaya, membre du PSP, est directeur de Presidio Modelo en 1959 ; d'après Huber Matos<sup>45</sup>, emprisonné peu auparavant avec ses hommes, son transfert en 1960 est dû à une attitude conciliante à leur égard, qui n'aurait pas échappée « aux espions de Castro ». Son remplaçant, le capitaine Padilla, est membre du Parti Authentique, et finira par se réfugier à l'ambassade du Brésil. Progressivement, l'intégralité du personnel envoyé à Presidio Modelo provient du G-2. Pourtant, ces agents ont eux-mêmes des statuts distincts, et appartiennent à des *piñas*<sup>46</sup> différentes : ils sont plongés en permanence dans des intrigues visant à leur assurer une promotion ou un quelconque bénéfice au détriment d'autres agents qui appartiennent à une *piña* concurrente et auxquels il faut nuire. Chaque officier a une tâche spécifique et répond en outre aux ordres transmis par la voie hiérarchique, qu'il a parfois le plus grand mal à exécuter, par exemple lorsqu'il s'agit d'interdire le port de la moustache. Le personnel de la prison est donc soumis à des exigences de résultat et encourt des sanctions. Une évasion, notamment, entraîne la punition de l'officier chargé des inspections, qui n'a pas su empêcher l'introduction dans le pénitencier du matériel qui l'a rendue possible. Les militaires de garde, voire l'officier chargé de l'appel, sont également punis : ils doivent surveiller les fugitifs capturés et placés dans les cachots spéciaux. Le fonctionnement de l'institution carcérale excède donc largement la dichotomie entre détenus et représentants de l'autorité, et repose avant tout sur le cloisonnement, la concurrence et l'animosité.

Réhabilitation, repentir et expérimentation

Après la crise des missiles d'octobre 1962, le renversement du nouveau régime devient de plus en plus improbable. L'élite au pouvoir, fascinée par la mécanique organique, impulse les modes d'organisation qui à terme sont susceptibles de rapprocher la société d'un fonctionnement à son image. Les prisonniers démoralisés, segmentés, le moment est idéal pour déployer des tactiques les incitant à intégrer le « plan de réhabilitation ». A La Cabaña, « l'école de marxisme-léninisme », toujours suivant le même mode opératoire, permet de créer un groupe différencié du reste des détenus. Les autorités carcérales proposent aux prisonniers de refermer leur dossier à la condition qu'ils effectuent leur autocritique, collaborent avec leurs instructeurs politiques et signent des déclarations de soutien au gouvernement, contre les Etats-Unis et la guerre au Vietnam. Au Presidio Modelo, des groupes de volontaires sont extraits des circulaires pour travailler en cuisine ou aux champs. A en croire le récit de Valladares, certains d'entre eux refusent un jour de creuser les tranchées dans lesquelles les soldats sont censés se réfugier en cas d'attaque, et sont ramenés dans la circulaire. Les autres sont transférés dans les bâtiments

rectangulaires et, pour cette raison baptisés par la suite *cuadrados*, par opposition aux détenus des circulaires<sup>47</sup>. Les commissaires politiques les invitent au réalisme : les Etats-Unis ont été « vaincus » et les ont « oubliés », leurs familles sont en proie à la nécessité, et un repentir sincère peut leur permettre de recouvrer la liberté et de rejoindre leurs foyers.

Parallèlement, la terreur augmente dans les circulaires pour inciter les détenus à se réhabiliter et, à la fin de l'année 1963, un plan pilote de travaux forcés<sup>48</sup> est mis en place dans les bâtiments rectangulaires, en direction des prisonniers qui refusent les cours de marxisme-léninisme. Le plan est ensuite étendu à tout le pénitencier, sous le nom de « Plan Camilo Cienfuegos » : la direction annonce qu'il durera trois ans et que les calculs prévoient 50 morts et 500 blessés pour le mener à son terme<sup>49</sup>. Dès les premiers jours, quelques détenus refusent de travailler et ne plient pas malgré les passages à tabac. Placés dans les cellules d'isolement, ils inaugurent la tradition des *plantados*. Pour les autres, intégrés dans des blocs de 250 hommes, subdivisés en cinq brigades, commence une période de terreur sans précédent. Des prisonniers sont assassinés par les gardes, d'autres plongés dans la fosse à excréments, certains s'automutilent.

Les effectifs des « réhabilités » explosent et les autorités installent en parallèle dans toutes les prisons du pays des galeries spéciales où ils sont transférés. Les « réhabilités », mieux traités, sont soumis en permanence à des contrôles visant à jauger leurs nouvelles dispositions. Le gouvernement n'est pas dupe, mais ce qu'il escompte, c'est la « neutralisation » du prisonnier avant son recyclage vers d'autres canaux, et à défaut d'une « conversion », sa destruction morale. Les prisonniers se voient pour leur part contraints de soutenir les normes du régime et de se plier aux formes d'organisation qu'il impose, pour de là gérer des options stratégiques individuelles. Alonso cite l'exemple de Luis Casas, en compagnie duquel il avait envisagé de s'évader. Transféré au bout de six mois dans une « grange ouverte » de la province de Pinar del Río, après avoir finalement accepté de se réhabiliter, il feint de s'être converti au marxisme-léninisme, gagne la confiance des gardiens et parvient à rejoindre la Floride sur une bouée<sup>50</sup>. Le régime est en train de créer une myriade d'espaces clos à destination desquels sont envoyés les effectifs des différentes catégories de prisonniers politiques en phase de réhabilitation.

Les irréductibles, circonscrits de fait, vont servir de terrain d'expérimentation à l'utopie totalitaire qui vise à « réduire [l'homme] à une identité immuable de réactions<sup>51</sup> ». En 1966, un groupe réunissant 120 de ces irréductibles est transféré à La Cabaña, avant la fermeture totale du Presidio Modelo l'année suivante et sa transformation en musée. Les autorités continuent d'appliquer la tactique du « saucissonnage » en imposant sans cesse de nouvelles règles qui ont pour vertu de créer des contentieux, et par conséquent des réactions différenciées. L'entrée dans des transactions est relayée par les nouvelles formes d'organisation de l'institution carcérale. Au cours de l'année 1967, une nouvelle règle impose par exemple à tous les prisonniers le port de l'uniforme bleu, jusqu'alors réservé aux « droits communs ». Si le but symbolique du Minint est de nier l'existence des prisonniers politiques, l'effet immédiat est de scinder ces derniers en deux groupes : ceux qui acceptent l'uniforme

bleu, et ceux qui finissent en caleçon parce qu'ils refusent d'abandonner l'uniforme jaune. Cette distinction est immédiatement traduite par un transfert dans des galeries à part pour les « caleçons », et dans des camps pour ceux qui ont accepté l'uniforme bleu.

Sans même passer par le préalable de la réhabilitation, ces derniers se retrouvent dans des « fermes » où les conditions de vie sont nettement meilleures. Ils obtiennent parfois des laissez-passer de 48 heures pour rendre visite à leur famille, et beaucoup finissent leur peine de prison à domicile, à l'instar de Paredes qui est d'abord envoyé à Melena 2, dans le sud de la province de La Havane – Melena 1 étant réservé aux réhabilités – puis voit sa peine commuée en prison domiciliaire. Les irréductibles se scinderont encore l'année suivante, lorsque le nouveau ministre de l'Intérieur, Sergio del Valle, autorise à nouveau l'uniforme jaune : certains décident de rester en caleçon jusqu'à ce qu'ils obtiennent leurs droits (visites, assistance médicale, promenade etc.). Entre temps, des « caleçons-cobayes » ont été mis dans des « cellules-tiroirs », afin de tester leurs limites ; par la suite, dans la prison de Boniato, d'autres seront placés à l'intérieur de cellules murées et soumis à un plan d'expérimentation biologique. D'un côté, l'essentiel des *gusanos* est réinjecté dans les circuits de « l'Un » révolutionnaire, de l'autre, les *plantados*, même moribonds, contraignent l'idéologie des dirigeants selon laquelle la part de liberté et d'imprévisibilité propre à l'individu peut être réduite à néant.

#### *Un monde clos*

L'opération consistant, au sein de l'univers carcéral, à contraindre les prisonniers à poursuivre leurs objectifs propres à l'intérieur du cadre normatif imposé par le régime, a été appliquée avec la même efficacité à l'échelle de la société. A la fin des années 1960, la quasi totalité de la population cubaine a rejoint les rangs des « organisations de masse », donnant corps aux appartenances collectives et aux modalités d'organisation définies par le régime. Etre membre du CDR de sa *cuadra* n'a plus grand chose à voir avec l'engagement en faveur de la révolution : c'est une norme incontournable pour qui aspire à une vie normale. Comme l'écrivait Oscar Lewis, « chaque Cubain avait compris l'importance d'être intégré – les roues de la bureaucratie ne tournent pas pour la personne qui n'est pas intégrée<sup>52</sup> ». Le rapport égalitaire aux droits sociaux – biens, services, alimentation, santé, éducation – est soumis à ces modalités d'intégration et à une participation minimale aux « programmes de la Révolution ». Par la suite, toute ascension sociale est subordonnée à la satisfaction aux normes de « l'effort national » : langage irréprochable et travail volontaire colossal conditionnent l'accès aux carrières universitaires les plus convoitées – médecine, enseignement, sciences politiques –, susceptibles de donner droit à des privilèges parfois considérables – cadres intermédiaires et supérieurs du PCC notamment.

Non seulement l'attractivité de ce modèle d'ascension sociale incite les individus à faire un usage stratégique des normes d'adhésion au régime, mais la participation au jeu relève également de la gestion individuelle d'une situation de risque. L'invraisemblance des lois, l'irrationalité des normes de travail et de production, l'impossibilité de satisfaire à la lettre à toutes les réglementations concernant le logement,



les transports, les loisirs etc., l'insuffisance des revenus et des services « assurés par l'Etat », obligent à un viol systématique de la légalité socialiste. Tout citoyen est ainsi un coupable potentiel. Plus on accumule de capital politique et plus on a accès à des postes grâce auxquels il est possible de détourner des biens et des sommes d'argent à son profit ou à celui d'un groupe. Mais plus on met en péril ce capital politique qui conditionne l'accès aux responsabilités qui fondent une capacité stratégique, et plus il convient de le renforcer. Coupables potentiels et *sociolistas* se retrouvent donc prisonniers d'un jeu stratégique qui lie indissociablement ascension sociale et protection de soi-même, et répondent aux sollicitudes du régime aussi bien par ambition que pour se prémunir des sanctions.

Le régime s'est appuyé sur les inimitiés personnelles et les convoitises des uns et des autres pour relayer la terreur imposée « d'en-haut ». Il a ensuite créé un monde de cloisonnement et de concurrence au sein de l'univers carcéral, puis usé de sa capacité d'instaurer de nouvelles règles et de nouvelles formes d'organisation, autour desquelles se sont produits des litiges. De cette manière, les catégories de prisonniers se sont multipliées et le bloc des opposants à Castro s'est disloqué complètement. Selon le même schéma, une fois la société dans son ensemble engagée dans des transgressions systématiques des lois relatives à l'économie et à la propriété, le régime a favorisé le prolongement des rivalités personnelles et des conflits d'ambition à l'intérieur du cadre juridique. Alors que la société est quadrillée par les agents et les informateurs de la Sécurité de l'Etat, du Département technique d'enquêtes (DTI) et des organes de vigilance des CDR, le dispositif légal permet de se défaire d'un concurrent ou d'un ennemi par l'entremise d'une dénonciation anonyme. En sus de la concurrence pour accéder à des positions ou des postes avantageux, le régime a également « saucissonné » les classes économiques et les catégories socio-professionnelles, d'abord au détriment des classes possédantes, et dans un deuxième temps en créant une dichotomie entre les « cadres » et les « travailleurs ». Puis de là, le gouvernement s'est constamment employé à créer de nouvelles règles et de nouvelles normes, de telle sorte que n'émergent jamais de solidarités extérieures aux formes d'appartenance et d'organisation qu'il impulse.

« L'édification de l'homme nouveau » est le prétexte idéologique du régime tout au long des années 1960. Au nom d'une moralité confuse et incertaine, les hippies, les homosexuels, les témoins de Jéhovah, les artistes idéologiquement « diversionnistes », sont envoyés dans des camps de concentration, appelés Unités militaires d'aide à la production (UMAP). En compagnie des hommes « non fiables » âgés de 18 à 27 ans, que le gouvernement juge imprudent d'initier au maniement des armes dans le cadre du Service militaire obligatoire (SMO), ils constituent la catégorie de citoyens dont la conduite est « impropre ».

Des analyses relevant de clichés arendtiens, davantage que des théories d'Hannah Arendt, ont attribué une nature idéologique à la construction de « l'homme nouveau », et considéré que la terreur frappant les « scories » était liée à la « surréalité » que voulaient imposer les dirigeants. L'idée d'un monde ordonné selon l'idéologie communiste se serait heurtée à la réalité des « conduites impropres », appelées à être éliminées par l'entremise de la terreur instaurée par le régime. Ces

conduites sont pourtant trop peu liées les unes aux autres pour que leur définition puisse renvoyer à une quelconque cohérence idéologique, et une telle interprétation relève avant tout d'une confusion autour des thèses d'Arendt. Si celle-ci définissait l'idéologie par « la logique d'une idée », elle distinguait l'idéologie comme production de sens, comme contrainte de la pensée, en direction de la société totalitaire, de l'idéologie du chef et de ses dirigeants rapprochés qui ne croient qu'en la possibilité de fonder un monde totalement nouveau, détaché de toute forme enracinée historiquement, et réalisé grâce à une organisation infaillible de la matière humaine, réduisant l'imprévisible à néant.

La création des UMAP, du SMO, des « fermes » se situent sur le même plan que « l'Offensive Révolutionnaire » de 1968 – quand toutes les activités économiques privées qui avaient survécu ont été interdites et nationalisées –, que les phases successives de réautorisation puis de nouvelles interdictions des petits commerces et des petits métiers, ou que les vagues répressives régulières qui ont frappé la société et les dirigeants dans leur ensemble. Elles relèvent d'une administration du pouvoir par l'arbitraire, qui permet une mise en mouvement permanente de la société : les collectifs parasites situés hors de l'Un révolutionnaire sont disloqués et les acteurs solidaires dépossédés de leur capacité stratégique et atomisés ; le fantasme organique et la tension vers l'uniformité se poursuivent à travers la tentative de circonscrire toutes les formes du social à l'intérieur des modes d'organisation mis en place par le régime. Or, l'entreprise n'est pas aisée : elle s'effectue à tâtons et dans la conscience presque immédiate des entraves qu'elle rencontre. Fidel Castro et les dirigeants qui partagent son idéologie se savent engagés dans une lutte dont ils se résignent, petit à petit, à ne pas connaître l'issue de leur vivant. Leur tâche, tant l'heure du triomphe se situe dans un avenir lointain, serait de transmettre le flambeau aux générations futures et de rendre impossible la mise en échec du projet, ce qui implique de subordonner toute chose à l'impératif de *Patria o Muerte* : mieux vaut l'anéantissement total de l'île et de ses habitants que l'abandon de l'utopie castriste.

Dans cet état provisoire de la société cubaine, l'essentiel est de contraindre la mise en échec de l'utopie organiciste-artificialiste. D'une part, l'élite dirigeante a besoin de promouvoir une mobilité, mais dont l'incitation ne peut reposer sur la seule ferveur idéologique, autant que la stabilité du régime a besoin de s'appuyer sur des maillons intermédiaires pris dans des jeux stratégiques et sachant manier les doubles registres. En ce sens, le *sociolismo* est loin d'être un avatar de la Révolution cubaine, il est l'un de ses organes centraux et demeure indispensable à son fonctionnement. D'autre part, la sortie du territoire, qualifiée d'acte de trahison, ne doit en fait jamais apparaître comme une solution impossible, de façon à encourager les comportements stratégiques individuels au détriment des chocs frontaux avec les autorités, et de pouvoir évacuer périodiquement les « scories » et le « trop plein ».

Les nouvelles institutions carcérales, UMAP et « fermes », figurent de nouveau ces univers de cloisonnement et de concurrence, traversés de part en part par une dimension stratégique, et reliés au système de tuyauterie global qui permettra de réinjecter la matière vers d'autres organes. En effet, les UMAP, les « fermes », voire « l'agriculture » ou « la construction » regroupent aussi bien certaines catégories de prisonniers

politiques réhabilités que des candidats à l'émigration dont le dossier est en cours de traitement, des hippies, des hauts fonctionnaires qui ont été sanctionnés<sup>53</sup> ou des travailleurs volontaires. Les *gusanos* sont phagocytés, recyclés dans le circuit de la production, et viennent donner réalité aux normes du repentir révolutionnaire. La catégorie de prisonnier politique est officiellement niée ou abolie, et rien ne se situe plus en dehors de « l'Un » révolutionnaire. Ces institutions deviennent centrales et permettent tout à la fois de fondre les différentes catégories de population qui y cohabitent dans une même forme d'organisation, et de les différencier afin de créer un jeu stratégique, en référence à la nature de l'étape dans leur trajectoire.

Un homosexuel ou un témoin de Jéhovah, incarcérés comme tels, doivent être rééduqués par le travail, et sont traités à l'image des prisonniers soumis aux travaux forcés au *presidio modelo*. Les candidats à l'émigration, réduits en tant qu'hommes à leur force de travail, sont menacés en permanence de « *perdre la sortie* », et leur détention a pour but de montrer que même mis au ban de la société, ils sont encore soumis à un régime de sanction politique et ne peuvent échapper aux normes de « l'Un » révolutionnaire. Les prisonniers politiques réhabilités ou ayant accepté l'uniforme bleu trouvent dans ces fermes des conditions de détention plus humaines. Ceux d'entre eux libérés à la fin des années 1960 profiteront pour beaucoup des « vols de la liberté » – pont aérien mis en place entre Miami et Varadero entre 1965 et 1973 – ou de la « libération » obtenue dans le cadre du « dialogue » de 1978. Un haut fonctionnaire comme José Luis Llovio Menéndez se trouve au purgatoire, et sa mise à l'épreuve est un préalable à son possible rachat ; il va, en effet, de nouveau gravir les échelons du pouvoir et parvenir à son but quinze ans plus tard : gagner à ce point la confiance du gouvernement qu'il est envoyé en mission à l'étranger et en profite pour solliciter l'asile politique en compagnie de sa femme. Processus de montée, descente ou rachat concernent également les différentes catégories de personnel envoyées dans ces institutions : vétérans de l'Armée rebelle à qui de nouvelles responsabilités sont confiées, agents de la Sécurité de l'Etat ou militaires punis.

#### *Terreur et régime totalitaire*

Le début des années 1970 marque officiellement le tournant de « l'institutionnalisation », le régime se dotant d'institutions semblables à celles de l'URSS et des « démocraties populaires ». Mais les modalités à travers lesquelles s'exerce la terreur restent fondamentalement les mêmes. De nouvelles lois permettent sans relâche d'administrer le pouvoir par l'arbitraire, tout en incitant les citoyens à adopter des comportements stratégiques. La loi « contre la paresse », la « Loi de dangerosité pré délictueuse ou post délictueuse<sup>54</sup> », les délits répertoriés dans le nouveau code pénal de 1980, permettent d'absorber le caractère politique des sanctions dans les registres juridiques des crimes de droit commun. Sur le même modèle que le plan de réhabilitation des années 1960, le « plan progressif de rééducation », qui comporte trois stades, permet d'organiser et de normer le repentir des prisonniers politiques, condamnés pour la plupart à partir des années 1970 pour « tentative de sortie illégale du pays », trafic de devises ou de viande de bœuf. La « sortie » devient

l'option individuelle massive, univoque, favorisée par un régime qui montre ainsi que rien ne peut plus exister en dehors des formes de la coexistence humaine qu'il impose.

Ceux qui refusent l'activisme prôné par le régime n'ont d'autre choix que de se dissimuler derrière la « langue de bois » – le *teke* – et de verser dans la norme prévue à cet effet : « l'apathie ». Le gouvernement contrôle les aléas, par exemple lorsque des milliers de personnes tentent de se réfugier à l'ambassade du Pérou à La Havane en avril 1980. En déclarant alors, par la voix de son chef, que Cuba « n'aime pas » et « n'a pas besoin » des « scories » qui veulent quitter l'île, le gouvernement se débarrasse de 120 000 indésirables qui gagnent la Floride. En août 1994, au plus fort des pénuries qui ont forcé Fidel Castro à mettre en œuvre une politique d'austérité baptisée « période spéciale en temps de paix », et alors qu'une émeute a éclaté dans le centre de La Havane, le gouvernement annonce que les gardes côtes n'intercepteront plus les candidats au départ. 30 000 *balseiros* tenteront à leur tour de traverser le détroit de la Floride sur des embarcations de fortune.

Au cours des trois dernières décennies, certains groupes ont formé une élite soucieuse de préserver ses prérogatives et jouissant notamment d'un niveau de vie bien plus élevé que le reste de la population. Il serait pourtant erroné de considérer qu'ils ne diffèrent finalement guère des classes au pouvoir au sein d'une dictature classique. Non seulement ils peuvent être dépossédés du jour au lendemain de leur capacité stratégique, victimes d'une nouvelle loi ou de l'application d'une loi restée jusqu'alors sans effet, mais ce sont aussi les modes de pensée dont ils sont prisonniers qui constituent la marque d'une contrainte spécifique exercée par le régime castriste.

Selon la vision d'Arendt, la force de l'idéologie produite par un système totalitaire était d'enfermer la pensée des individus dans une chaîne de déductions logiques à partir d'une prémisse, et finalement d'annihiler toute forme de pensée autonome. Si son raisonnement fait sûrement la part trop belle aux croyances et à la cohérence interne des idéologies nazie ou communiste, il repose néanmoins sur une compréhension très juste de l'interaction entre le dessein des dirigeants et les contraintes idéologiques rendues possibles par la durée d'une telle expérience politique. La caractéristique principale de l'idéologie n'est guère autre chose qu'une capacité à contraindre la pensée, à l'enfermer dans un cadre et à rendre impossible toute projection hors des limites à l'intérieur desquelles elle est assignée, du fait même de ce qu'elle maintient dans l'impensé. Or, l'expérience sociale, sous la Révolution cubaine, est attachée au fait de vivre dans un pays coupé de tout contact direct avec le monde extérieur, où l'élite révolutionnaire dispose du monopole de la presse et du récit historique national, élabore sa politique dans le secret, tait ou déforme ce qui se passe dans l'île, et où les aléas de la légalité socialiste et les pratiques permettant de la violer ont créé des normes de comportement complexes et ambiguës.

D'une part, toute la puissance d'endoctrinement du régime castriste a été déployée de manière à enraciner une réinvention de l'histoire, dont les enjeux reformulés ont ramené toute chose à un *peuple en lutte*, victime des puissants, au cœur d'un monde où dominent l'intrigue et le mystère. Non seulement l'isolement de l'univers révolutionnaire n'a rendu que plus

propice le glissement de la réalité vers cette fiction, mais l'analyse de sens commun et les espaces nécessaires à son élaboration ont aussi été noyés dans l'opacité et balayés par une présentation systématique du monde contemporain à travers le prisme du chaos et de l'intrigue. D'autre part, la vision paranoïaque de l'espace social, inhérente à l'univers de délation dans lequel sont plongés les individus depuis presque un demi-siècle, à l'habitude de manier faux-semblants et doubles registres, mais aussi à la hantise du chaos et du débordement de la *chusma* – la plèbe – et des Afro-cubains – renvoyant en cela à la précarité des constructions imaginaires de la Nation cubaine, que l'impasse castriste n'a fait qu'aggraver – entravent la pensée même du possible, des concepts de liberté, de société politique, et de futur.

Ce sentiment confine à la terreur, d'autant plus que le gouvernement a fait adopter une réforme de la constitution proclamant le caractère socialiste « irrévocable » de l'Etat en 2002. La loi 88, promulguée en 1999, et tout de suite baptisée *ley mordaza* – loi du bâillon – par la dissidence, fait du moindre acte d'opposition au régime un « crime de haute trahison au service d'une puissance étrangère ». Les quelques dissidents qui osent proposer une alternative connaissent le même sort que les premiers prisonniers politiques et sont soumis à une entreprise de destruction systématique à l'intérieur des prisons du pays. Les opposants réduits à la geste du héros ou du martyr, le reste de la population vit aux confins de la folie, dans l'obsession de « ne pas se marquer ».

Le régime se heurte à l'impossibilité de contrôler totalement le facteur humain, mais les dirigeants ont pris acte du système qu'ils ont créé : leur but est de maintenir la contrainte, en cherchant à tâtons et en fonction de leurs propres contraintes, la manière de mettre en place le régime auquel ils aspirent. La maîtrise des aléas à travers les formes d'organisation et la dimension stratégique qu'ils promeuvent, l'endoctrinement parallèle et l'utilisation permanente de la société et des individus comme terrain d'expérimentation, ne laissent aucun doute sur l'inspiration totalitaire qui n'a jamais cessé d'être au cœur du projet castriste.

## NOTES

<sup>1</sup>. Parmi les plus complets : Hilda Perera, *Plantado: en las prisiones de Castro*, Barcelone, Planeta, 1981 ; Armando Valladares, *Contra toda esperanza*, Plaza & Janes Editoriales, 1985 ; Jorge Valls, *Mon ennemi, mon frère*, Paris, Gallimard, 1989 ; Miguel Angel Loreda, *Después del silencio*, Miami, Ediciones Universal, 1989 ; Ariel Hidalgo, *Disidencia, ¿Segunda revolución cubana?*, Miami, Ediciones Universal, 1994 ; Ana Rodríguez & Glenn Garvin, *Diary of a Survivor : Nineteen Years in a Cuban Women's Prison*, St Martins Pr., 1995 ; Odilo Alonso, *Prisionero de Fidel Castro*, Madrid, Noesis, 1998 ; Roberto Paredes, *Cuba: como vivir muriendo*, Library of Congress, 1998 ; Jaime Costa, *El clarín toca al amanecer*,

Barcelone, Ediciones Ronda, 2003 ; Trillo Manuel Márquez, *El precio del coraje*, Copyright, 2003 ; Huber Matos, *Cómo llegó la noche*, Barcelone, Tusquets editores, 2004. Signalons également « Dossier : el presidio político en Cuba », dans *Encuentro de la cultura cubana*, n°20, printemps 2001.

<sup>2</sup>. Par l'intermédiaire de visiteurs ou de membres du personnel des prisons, les détenus parviennent à transmettre lettres et témoignages aux « journalistes indépendants » qui les dictent ensuite par téléphone à leurs correspondants en Floride, lesquels les diffusent principalement sur le site cubanet.org. La seule commission d'enquête de l'ONU autorisée à ce jour à se rendre à Cuba pour inspecter les prisons signalait dans son rapport de 1991 (p.137) « l'enfermement dans des chambres froides, la désorientation dans le temps et dans l'espace, l'immersion dans un puit d'eau froide, les intimidations avec des chiens et les simulacres d'exécutions, le passage à tabac des détenus, le travail forcé à l'île des Pins et dans les camps de concentration, le regroupement dans des galères et des cachots spéciaux appelés "tiroirs", l'usage de haut-parleurs aux bruits assourdissants pendant les grèves de la faim, la dépersonnalisation du détenu placé totalement nu dans des cellules disciplinaires, la suppression de l'eau aux prisonniers qui se déclarent en grève de la faim, la présentation du détenu totalement nu devant sa famille pour l'obliger à accepter le plan de réhabilitation politique, le refus de toute assistance médicale durant des périodes indéfinies et l'obligation imposée au condamné à mort de porter son propre cercueil et de creuser sa propre tombe avant d'être exécuté. »

<sup>3</sup>. L'essentiel de ces sources provient d'enquêtes de terrain réalisées dans l'île entre 1996 et 2003. Voir également José-Luis Llovio Menéndez, *Desde dentro, mi vida secreta como un revolucionario en Cuba*, Mexico, Lasser Press, 1989 ; Reinaldo Arenas, *Antes que anochezca*, Barcelone, Tusquets Editores, 1992 ; et Eliseo Alberto, *Informe contra mí mismo*, Mexico, Alfaguara, 1997.

<sup>4</sup>. Marifeli Pérez-Stable, dans son étude classique *La Revolución cubana, Orígenes, desarrollo y legado* (Madrid, Editorial Colibrí, 1998), raisonne par exemple en termes « d'appui au régime ».

<sup>5</sup>. L'indépendance de la République de Cuba en 1902 avait été assortie de l'Amendement Platt, autorisant l'intervention de l'armée américaine pour rétablir l'ordre, en cas de troubles politiques ou de menace sur des biens appartenant à des citoyens américains. Avant l'abrogation de cet amendement en 1934, les Etats-Unis sont intervenus deux fois, en 1906 et en 1917. Comme l'a montré Jorge I. Domínguez, les hommes politiques ont utilisé l'Amendement Platt comme un recours supplémentaire dans la gestion interne de leurs luttes de pouvoir, et pas seulement comme une intrusion impérialiste (Jorge I. Domínguez, *Cuba : Order and Revolution*, Cambridge, Massachussets, Harvard University Press, 1978, pp. 12-19).

<sup>6</sup>. Le 10 mars 1952, alors que des élections présidentielles étaient prévues pour le 1<sup>er</sup> juin, le général Fulgencio Batista, candidat au scrutin, décida de s'emparer du pouvoir par un coup d'Etat.

<sup>7</sup>. « La transition pacifique qui n'a pas eu lieu », *Encuentro de la cultura cubana*, printemps 2002, n°24, pp. 283-305.

<sup>8</sup>. Elle montre que les tentatives de dialogue pour parvenir au « retour à l'ordre constitutionnel », menées par des personnalités morales comme le vétéran des guerres d'indépendance Don Cosme de la Torriente et la Société des amis de la République, ne sont pas parvenues, faute de leader et malgré un soutien important de la rue, à transformer le « mal-être diffus » en mouvement civique.

<sup>9</sup>. Elle explique notamment que, derrière la lutte pour la prévalence de l'option insurrectionnelle, l'intégration d'une nouvelle génération à la scène politique n'était pas le moindre des enjeux.

<sup>10</sup>. Citant le journaliste de l'époque Francisco Ichaso, elle décrit l'atmosphère « chargée » peu favorable à la modération : « Il existe une surenchère à qui sera le plus agressif, le plus intransigeant. [...] Nous vivons un moment au cours duquel les leaders croient que toute

attitude conciliante nuit à leur prestige, et personne au sein de l'opposition n'ose discuter et encore moins condamner la ligne insurrectionnelle des jeunes. »

<sup>11</sup>. Jorge Mañach, *La crisis de la alta cultura en Cuba*, Miami, Ediciones Universales, 1991, p. 38 et p. 19.

<sup>12</sup>. *Ibid.*, p. 24.

<sup>13</sup>. Rafael Rojas, *Isla sin fin, Contribución a la crítica del nacionalismo cubano*, Miami, Ediciones Universal, 1998, pp. 74-77.

<sup>14</sup>. *Ibid.*, pp. 80-82.

<sup>15</sup>. *Ibid.*, pp. 30-34.

<sup>16</sup>. *Ibid.*, p. 10.

<sup>17</sup>. Jorge I. Domínguez, *Cuba: Order and Revolution, op. cit.*, p. 79.

<sup>18</sup>. Luis Ortega, « Las raíces del castrismo », *Encuentro de la cultura cubana*, n°24, printemps 2002, pp. 317-327 (extrait du livre *10 años de revolución cubana*, Puerto Rico, Editorial San Juan, 1970).

<sup>19</sup>. *Ibid.*, p. 322.

<sup>20</sup>. *Ibid.*

<sup>21</sup>. *Ibid.*, p. 325.

<sup>22</sup>. *Ibid.*, p. 326.

<sup>23</sup>. Liborio est un personnage de bande dessinée contemporain de la République : malchanceux, abandonné par les puissants, souvent victime de leurs caprices, il ne doit sa survie qu'à sa persévérance et son astuce.

<sup>24</sup>. Claude Lefort, *Un homme en trop*, Paris, Seuil, 1986, p. 68.

<sup>25</sup>. M. Pérez-Stable, *La Revolución cubana, op. cit.*, p. 125.

<sup>26</sup>. Claude Lefort, *La complication, retour sur le communisme*, Paris, Fayard, 1999.

<sup>27</sup>. C. Lefort, *Un homme en trop, op. cit.*, pp. 51-52.

<sup>28</sup>. Le 13 août 1959, un groupe de Cubains anticastristes armés par le dictateur dominicain Trujillo, tente de débarquer à Cuba et est fait prisonnier.

<sup>29</sup>. H. Matos, *Cómo llegó la noche, op. cit.*, p. 327.

<sup>30</sup>. C. Lefort, *Un homme en trop, op. cit.*, p. 76.

<sup>31</sup>. A. Odilo, *Prisionero de Fidel Castro, op. cit.*, p.155.

<sup>32</sup>. D'après Juan Clark, *Cuba: mito y realidad*, Miami-Caracas, Saeta Ediciones, 1992, p. 62.

<sup>33</sup>. A la fin de l'année 1965, Fidel Castro propose au président américain Lyndon Johnson de libérer 70 000 prisonniers politiques en échange de son intervention en faveur de la libération de Cubains détenus dans divers pays d'Amérique latine en raison de leurs activités subversives.

<sup>34</sup>. O. Alonso, *op. cit.*, pp. 150-151.

<sup>35</sup>. H. Matos, *op. cit.*, pp. 390-396.

<sup>36</sup>. A. Valladares, *Contra toda esperanza, op. cit.*, p. 113.

<sup>37</sup>. C'est le chiffre avancé par Juan Clark (*Mito y realidad, op. cit.*, note 60 p. 617). Armando Valladares évoque 500 000 arrestations, chiffre sans doute exagéré (*Contra toda esperanza, op. cit.*, p. 80)

<sup>38</sup>. Ces bâtiments étaient appelés « circulaires » en raison de leur forme ronde. D'après les calculs du docteur Lino B. Fernández, 6 000 prisonniers étaient regroupés au Presidio Modelo à son arrivée le 2 juillet 1961. Il y avait 5 étages par circulaire, 93 cellules par étage, et 3 prisonniers par cellule. (« Un médico en presidio » in « Dossier : el presidio político en Cuba », *Encuentro de la cultura cubana*, n°20, printemps 2001, p. 219.

<sup>39</sup>. A. Valladares, *op. cit.*, p. 52.

<sup>40</sup>. *Ibid.*, p. 88.

<sup>41</sup>. *Ibid.*, p. 32.

<sup>42</sup>. O. Alonso, *op. cit.*, p. 218.

<sup>43</sup>. R. Paredes, *op. cit.*, p. 178.

<sup>44</sup>. H. Matos, *op. cit.*, pp. 405-406.

<sup>45</sup>. *Ibid.*, p. 396.

<sup>46</sup>. Une *piña* regroupe quelques hauts fonctionnaires et leurs dépendants, qui se solidarisent sous l'égide d'une ou plusieurs personnalités détenant pouvoir et influence, dans le but d'obtenir leur protection et de s'insérer dans un système d'échanges de faveurs et d'informations.

<sup>47</sup>. A. Valladares, *op. cit.*, pp. 103-104.

<sup>48</sup>. Baptisé « Plan Morejón », du nom du chef de *guarnición*. Il existe différentes versions de l'origine du « plan Morejón » (voir O. Alonso, *op. cit.*, p. 227 ; et Roberto Jiménez, « El plan de trabajo forzado en Isla de Pinos », in « Dossier : el presidio político en Cuba », *Encuentro de la cultura cubana*, n°20, printemps 2001, p. 199).

<sup>49</sup>. R. Paredes, *op. cit.*, p. 203.

<sup>50</sup>. O. Alonso, *op. cit.*, p. 245.

<sup>51</sup>. Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme, Le système totalitaire*, chap III : « Domination totale », Paris, Gallimard, « Quarto », 2002, p. 782. Elle écrit que « les camps de concentration et d'extermination des régimes totalitaires servent de laboratoires où la conviction fondamentale du totalitarisme que tout est possible se vérifie ».

<sup>52</sup>. O. Lewis, R. Lewis et S. Rigdon, in *Neighbors, Living the Revolution, an oral history of contemporary Cuba*, Chicago, University of Illinois Press, p. 534.

<sup>53</sup>. José-Luis Llovió Menéndez, haut fonctionnaire chargé par la Sécurité de l'Etat de surveiller des hauts dirigeants qui en 1965 sont accusés de mener la *dolce vita* et sanctionnés, est envoyé dans les UMAP. La Sécurité de l'Etat l'y envoie pour ne pas risquer de laisser entendre à ses collègues sanctionnés que si Llovió est épargné, c'est parce qu'il espionnait pour le compte du gouvernement.

<sup>54</sup>. Cette loi permet d'incarcérer, d'interner dans des établissements « spéciaux » ou d'assigner à une quelconque « tâche de la Révolution » les individus qui, du fait qu'ils ne travaillent pas, représentent un « danger potentiel » pour la société.